

CHIRAC EN CAMPAGNE :
tout pour les patrons,
rien pour les chômeurs et les immigrés
 P. 4 et 5

lutte **ouvrière**

EN DIRECT
DES
ENTREPRISES

P. 7 et 12 à 15

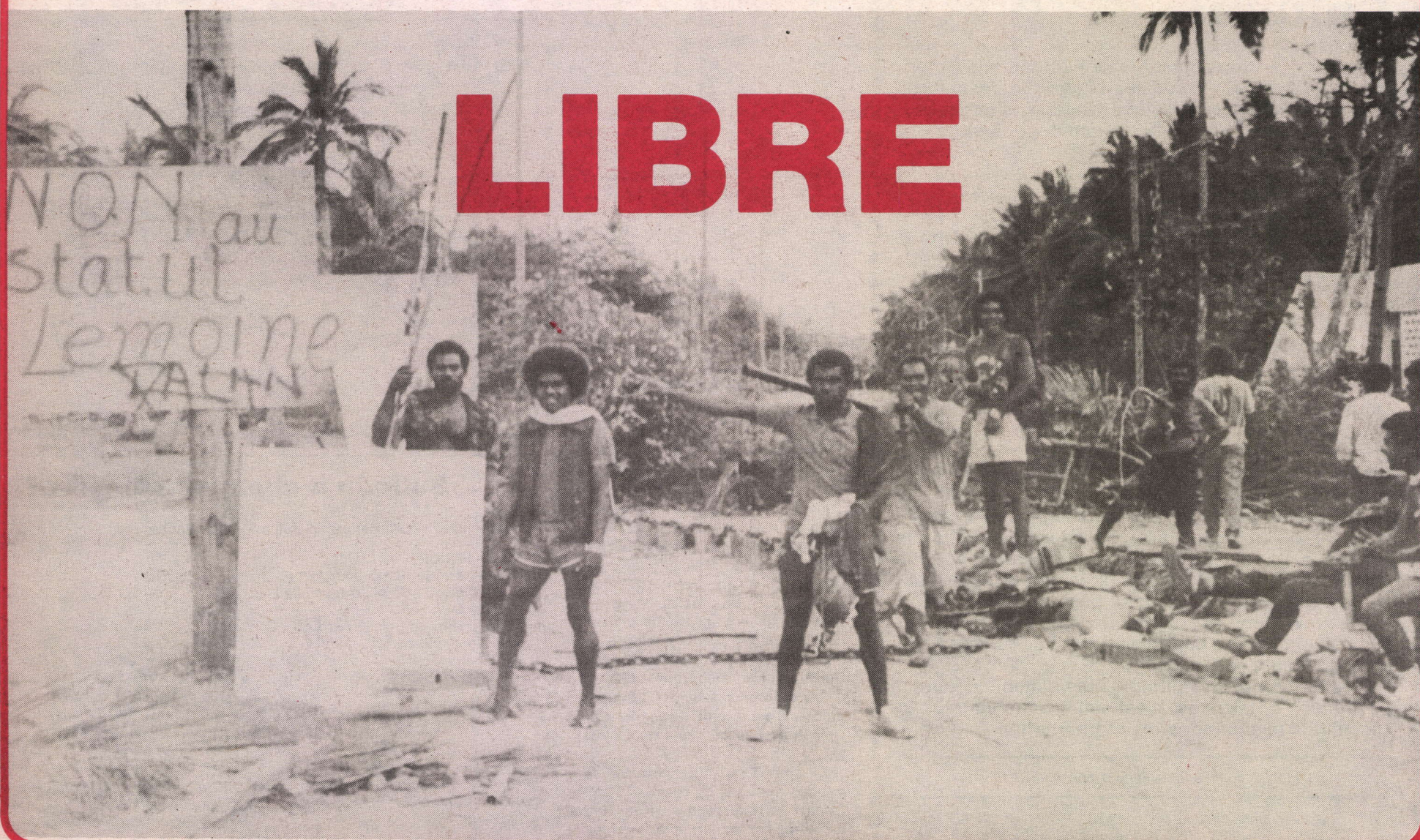
Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 861 - 1^{er} décembre 1984 - prix : 6 F

NOUVELLE-CALÉDONIE :

UN PEUPLE

QUI VEUT VIVRE

LIBRE



sommaire

Dans le monde

Page 8 :

- Italie : la Mafia menacée ?
- Turquie : la répression frappe encore.

Page 9 :

- L'OLP toujours à la recherche des bonnes grâces des massacreurs.
- St-François sur le chemin de Damas.
- Afrique du Sud : régression contre les organisations opposées au régime.
- Les nouveaux pauvres aux Etats-Unis.

Page 11 :

- Guadeloupe : arrestation d'un militant indépendantiste.

En France

Page 4 :

- Chirac aux patrons : demandez le programme !
- Réforme des prestations familiales : déshabiller Pierre pour habiller Paul.
- 1985 : les patrons annoncent la couleur.

Page 5 :

- La mairie de Paris ne chôme pas contre les enfants des chômeurs.
- Loyers impayés et expulsions, conséquences de la dégradation du pouvoir d'achat.
- Dans la foulée de Le Pen.
- L'eau, lourde aux budgets.

Page 6 :

- « La crise tue l'impôt ».
- La main du patron sous la robe... du juge ?
- Les bourgeois jettent leur argent par-dessus... l'Atlantique.
- Les compagnies d'assurances : à l'enseigne du vautour ?

Page 7 :

- Congrès de FO : un bon bilan de santé... à défaut d'un bilan de luttes.

Page 11 :

- A propos des relations LO-LCR.
- Convergence 84 : il ne suffit pas de marcher, il faut aussi savoir contre qui.

Pages 12 à 15 :

- Dans les entreprises : Thomson-Téléphone ; Mines de fer de Lorraine ; Houillères de Lorraine ; Rhône-Poulenc (Pont-de-Claix) ; Hôpital de Rambouillet ; CHU Charles Nicolle (Rouen) ; Renault-Billancourt ; CLECIM (Creusot-Loire Saint-Chamond) ; SEITA (Lille) ; Crédit-Lyonnais (Plessis-Robinson) ; SEITA (Marseille) ; SNCF (Quatre-Mares) ; BNP-Barbès.

Culture

Pages 16, 17 et 18 :

- Livres : *La Gloire du sabre* de Paul Vigné d'Octon ; *Le Hans du Florival* de Jean Egen ; *La déstalinisation commence* d'Hélène Carrère d'Encausse ; *Politico-Look* de Plantu ; *Lincoln* de Stephan B. Oastes.

Page 19 :

- Film : *Cal* de Pat O'Connor ; *Moscou à New York* de Paul Mazursky.
- Exposition : *Paris et les parisiens pendant la Grande guerre*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 13
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Les secrets de Polichinelle

Le *Canard Enchaîné* s'est encore une fois déchaîné pour aller patauger dans les petits secrets du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA). Il a fait la pige à la banque de données de la CISI (Compagnie Internationale de Services en Informatique), dont le CEA est le principal client en démontrant qu'il était très simple d'aller fourrer son bec dans les programmes des ordinateurs, programmes prétendument protégés des regards indiscrets, et y barboter quelques secrets.

En somme, il suffit d'un téléphone et d'un écran Minitel (distribué par les PTT), d'être abonné à une banque de données ou de connaître le numéro de code d'un de ses clients pour piller tout à loisir les informations appartenant aux autres clients. Le *Canard Enchaîné* prétend même qu'il lui aurait été possible d'accéder à des informations mieux protégées pour lesquelles un mot de passe supplémentaire est nécessaire, puisque la CISI n'a pas codé la liste des mots de passe qu'on peut obtenir avec un peu d'astuce et de patience sur l'écran du Minitel. Pire encore, il aurait été possible de modifier ou d'effacer certaines informations. Le *Canard* n'a pas poussé le canular jusque là.

Dommage, il eût pu ensuite faire un tabac en révélant par exemple, comment s'introduire dans l'ordinateur des impôts, ou encore des amendes et surtout... comment s'en sortir !

Caviar : on brade !

Un traiteur de luxe parisien, Hédiard, fait vraiment dans le « social ». La preuve, il a décidé de faire une semaine, on n'ose dire de solde, sur le caviar. A 300 F environ le petit pot de 125 grammes, il vaut mieux ne pas avoir un gros appétit... ou alors ne pas avoir une paye d'OS ou d'employée de la Sécurité sociale !

Interrogé à la radio, le responsable de cette campagne de promotion a laissé entendre qu'aujourd'hui la concurrence était vive entre les commerces de comestibles de luxe et que, pour capter la clientèle, il fallait faire des efforts.

Eh oui, c'est un signe des temps, tout augmente : le caviar et la file d'attente pour en acheter chez Hédiard ou Fauchon, tandis qu'à l'autre bout de Paris d'autres queues augmentent, celles-là devant les soupes populaires du Secours Populaire ou du Secours Catholique !

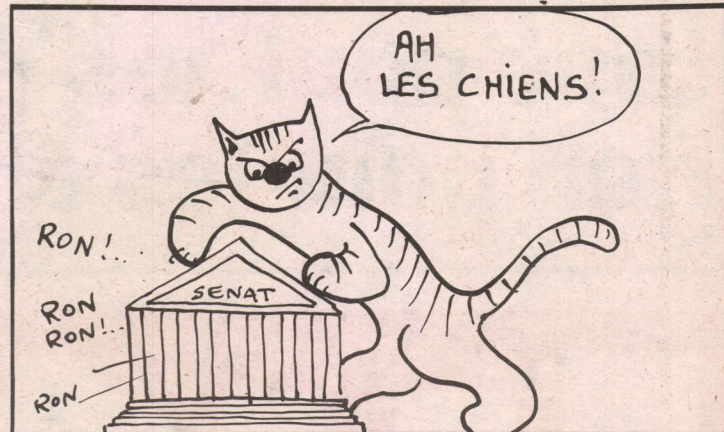
Le père Noël est tombé de l'armoire

Au chômage depuis un an, un tuyauteur-soudeur de 42 ans s'était visiblement branché sur un mauvais tuyau : pour gagner quelques sous en cette période d'approche de fêtes, il avait accepté un emploi de Père Noël intérimaire sur la voie publique.

Mal lui en a pris : le Père Noël a fini au violon, embarqué en vertu d'une ordonnance de 1907 qui stipule qu'il est interdit de se travestir en dehors des périodes de Carnaval.

Un procès-verbal lui a été dressé par des hommes qui, portant l'uniforme bleu, képi rond et attirail à la ceinture, estimaient que c'est sa tenue à lui qui faisait carnaval !

Pas chiens, les sénateurs !



Le 26 novembre, le sénateur centriste Louis Virapoulle a brusquement interrompu le ron-ron quotidien du Sénat en proposant une mesure révolutionnaire en faveur de l'emploi : une taxe de 1 % sur les aliments pour animaux et de 10 % sur les dépenses en spots publicitaires télévisés des sociétés qui les produisent...

Au terme d'un débat sérieux, ces messieurs ont décidé de

porter l'affaire devant les députés.

En tout cas, selon *Libération*, ces nouvelles taxes devraient tout au plus rapporter 50 millions par an, c'est-à-dire moins que ce que touchent les sénateurs pour sommeiller sur leurs bancs tout au long de l'année ! Pâté pour pâté, ils finiront bien par proposer une allocation spéciale de Canigou pour les chômeurs !

Les B.A. éviteront-elles les baffes ?

Il y avait la « BA » (pour « bonne action ») qu'un scout est censé effectuer chaque jour. Il y a maintenant la BA, association loi 1901, nom de la « Banque alimentaire » fondée par trois organisations catholiques, encouragées, selon *Le Monde*, par l'Hôtel Matignon. Un nom qui se veut un symbole.

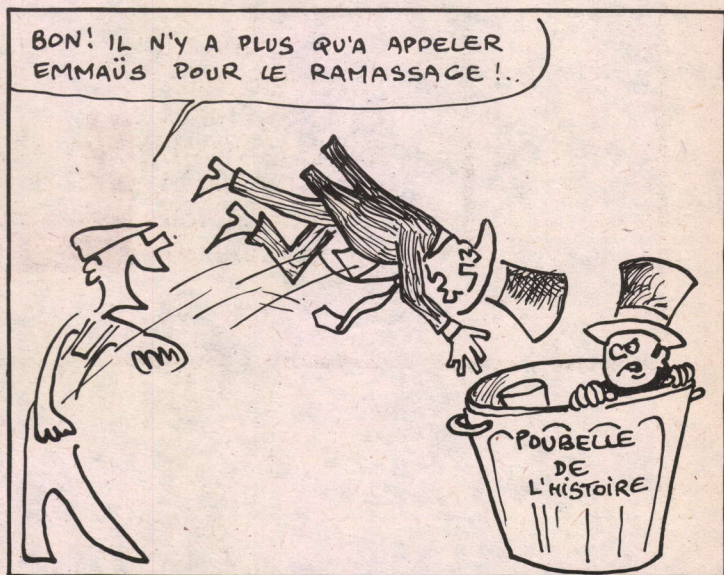
Cette Banque alimentaire sera chargée de distribuer de la nourriture à ceux qui en manquent, ces « nouveaux pauvres » qu'on peut de moins en moins cacher. Son approvisionnement sera assuré par les bonnes actions des riches qui donneront leurs surplus.

L'abbé Pierre qui a lancé la BA lors d'une réunion au Palais des Congrès le 23 novembre leur a bien dit : « Vous les riches, aidez-nous ! » et même : « Malheur aux riches qui accumulent des richesses »... Hélas, les poubelles (encore un

symbole !) placées à la sortie pour recueillir les dons de toute sorte ont fait une récolte qui a « déçu les responsables d'Emmaüs » (*Le Monde* du 25-26). La partie du public qui était venue en « loden vert, foulard Hermès », selon *Libération* du 26, est repartie avec ses lodens, ses foulards, ses bijoux et le reste.

Ils avaient sans doute trop bien compris la recommandation du même abbé Pierre : « Vous, riches, vous avez le devoir de dépenser », et dépenser n'est pas donner.

Il en faudra sûrement plus pour éviter qu'un jour, lassés de faire la queue aux points de distribution de nourriture, un certain nombre de « nouveaux pauvres » décident d'aider les riches à pratiquer les bonnes actions nécessaires au salut de leur âme en allant se servir directement...



Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Nouvelle-Calédonie : Un peuple qui veut vivre libre

L'évolution de la situation en Nouvelle-Calédonie a amené les hommes politiques et la presse de droite à emboucher les trompettes guerrières. L'Etat, clament-ils, ne s'y fait pas respecter. Et ils appellent de leurs vœux une solution de force.

Pour ces gens-là les choses sont simples. Les urnes ont parlé. Ils oublient d'ailleurs volontairement que les indépendantistes appelaient à l'abstention, et que si la droite de ces îles du bout du monde prétend avoir gagné les élections, les indépendantistes, eux aussi, peuvent se targuer d'un succès, puisque la moitié des électeurs n'a pas pris part au vote. Ce qui fait que les 70 % de voix dont se flatte la droite ne représentent que 35 % des électeurs.

Mais quand bien même ceux qui bénéficient de la situation coloniale de la Nouvelle-Calédonie seraient un peu plus nombreux que ceux qui trouvent celle-ci insupportable, ce serait le droit le plus strict de tous les opprimés de repousser cette logique électorale, et de se battre pour leurs droits.

Les porte-parole de la droite nous affirment qu'il est normal que participent aux élections concernant l'avenir de la Nouvelle-Calédonie tous ceux qui habitent dans ce territoire, aussi bien les Kanaks, qui y vivaient déjà il y a des siècles, que les Français qui s'y sont installés, certains depuis quelques mois ou quelques années seulement.

On pourrait croire à la sincérité de ces prétendus démocrates s'ils défendaient les mêmes idées en ce qui concerne la France. Mais ici, ces gens-là sont les premiers à refuser le droit de vote aux travailleurs immigrés qui vivent dans ce pays — non seulement aux nouveaux arrivants, mais à ceux qui y vivent depuis des dizaines d'années quand ils n'ont pas répudié leur nationalité d'origine (ce qui est, en passant, le cas de tous les Français de Nouvelle-Calédonie).

Et pourtant les travailleurs immigrés qui vivent en France ont, par leur travail, contribué à enrichir bien des Français, tandis que la plupart des Français qui se trouvent en Nouvelle-Calédonie y vivent, sinon s'y enrichissent, sur le dos du peuple kanak.

En fait, tous les discours sur la démocratie dont on nous abreuve depuis plus d'une semaine, dans la

presse et sur les ondes à propos de la Nouvelle-Calédonie ne sont que le camouflage de ceux qui rêvent de maintenir là-bas l'ordre colonial.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. La Nouvelle-Calédonie, comme tous les autres prétendus « départements » ou « territoires » d'outre-mer sont les derniers vestiges de cet immense empire colonial que l'impérialisme français avait conquis par la guerre et par la violence, et qui s'est effondré voici quelques dizaines d'années, à cause de la révolte des peuples colonisés. Et ceux qui tirent profit ou ont tiré profit pendant des années de cette exploitation coloniale s'imaginent que, dans les petits territoires qui sont encore sous la domination directe de l'Etat français, celui-ci pourra s'opposer au vent de l'histoire et y maintenir intégralement leurs profits et leurs privilèges. Et la droite française, même ceux de ses membres qui n'y croient pas trop se fait le champion de ces intérêts-là, car elle est le porte-parole naturel de tous les privilégiés ; comme elle a été, dans le passé, le champion de toutes les aventures et de toutes les guerres coloniales.

Et il n'est malheureusement pas impossible que le gouvernement socialiste, malgré son attitude actuelle, se laisse entraîner dans cette voie-là, comme d'autres gouvernements socialistes, au temps de l'Indochine et de l'Algérie, se sont retrouvés à diriger pendant des années des « sales guerres » pourtant perdues d'avance.

Les injustices sociales qui existent en Nouvelle-Calédonie sont telles que presque tout le monde les reconnaît.

Ce sont les biens de tous ceux qui ont bâti des fortunes colossales sur le nickel et sur l'exploitation des autres richesses de ces îles qui devraient servir à les réparer.

Et en tout cas, nous, travailleurs, nous devons comprendre que ceux qui rêvent de maintenir la Nouvelle-Calédonie sous le joug colonial sont les mêmes que ceux qui, ici, voudraient nous faire suer toujours toujours plus de profit...

C'est là que nous devons chercher les raisons qui doivent nous faire choisir le camp du peuple kanak.

Arlette LAGUILLER

Fabius a ses tics : les TUC

Mercredi 28 novembre, Fabius est venu nous « parler France » pendant un quart d'heure sur TF1.

Allait-il aborder les problèmes cruciaux qui préoccupent aujourd'hui tous les travailleurs : l'augmentation continue du chômage qui vient de franchir le cap des 2 500 000 demandeurs d'emploi, et la baisse non moins continue du pouvoir d'achat des salariés ? Non ! Fabius est simplement venu parler des TUC (Tra-

vaut d'Utilité Collective), simples gadgets destinés aux moins de 21 ans et présentés comme devant résoudre, du moins en partie, le chômage des jeunes. Et Fabius de se féliciter de la réussite rapide de sa politique. « *Demain, a-t-il dit, je signerai à Matignon ici même, un contrat avec 15 grandes associations, 36 000 jeunes. Et par ailleurs déjà dans les départements ont été enregistrés 14 000 postes de TUC, c'est-à-dire déjà 50 000 jeunes qui vont pouvoir bénéficier des*

Travaux d'Utilité Collective. »

Et si encore les TUC étaient de réels emplois. Mais pas du tout ! Concrètement, ces travaux qui prennent 20 heures par semaine pour un salaire de 1 200 F payé par l'Etat, plus un supplément maximum de 500 F, payé soit par les collectivités locales soit par les associations, n'offrent aux jeunes qu'une caricature d'emploi. D'ailleurs une lettre que brandissait fièrement Fabius où un maire lui disait que les jeunes

de sa commune nettoyaient les espaces verts, l'église, rangeaient la bibliothèque, classaient les archives, balisaient les sentiers... illustrait, si besoin était, combien les TUC ne sont en fait que du toc.

Et puis, pour souligner et donner plus de relief à son propos, Fabius, qui comme bien d'autres aime visiblement citer les auteurs les plus célèbres et les penseurs les plus fameux, s'est réfugié derrière Pierre Bellemare. Paraphrasant l'ani-

mateur des jeux radiophoniques, il a lancé, toujours à propos des TUC, un appel pour que : « *Les gens s'apprennent à être formidables.* »

Sur sa lancée, Fabius pourrait encore inventer bien d'autres TRUC (Travaux Rentables et Utiles pour les Capitalistes) — qui d'ailleurs existent déjà ou ont existé sous la forme des stages Barre et autre Rigout — complètement TOC (Travaux pour Occuper les Chômeurs).

Georges LATTIER

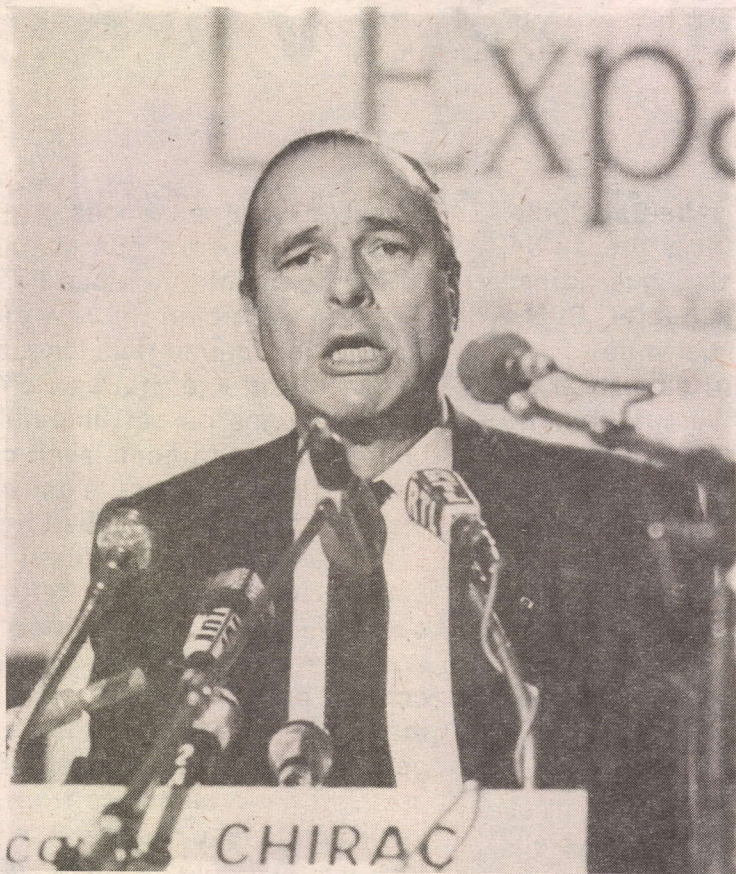
CHIRAC AUX PATRONS

Demandez le programme !

Il existe une « politique qui ne peut pas ne pas porter ses fruits et favoriser la création d'emplois », celle que Chirac a défendue devant les patrons invités du traditionnel Forum de l'Expansion. Cette politique, comme vous ne l'avez peut-être pas deviné, c'est celle qui consiste en une plus grande souplesse et en une plus grande liberté de licenciement, comme le rapporte le journal *Les Echos* du 28 novembre, journal proche des milieux patronaux.

Devant cet auditoire choisi, Chirac a pu développer sinon le programme qu'il appliquerait s'il était élu, du moins le programme sur lequel il fait actuellement campagne, un programme qui tient à se donner des airs reaganiens, encensant non pas le libéralisme (car ça, c'est le gadget électoral de Giscard) mais la « liberté ». Nous ne savons pas si les patrons auront saisi la nuance, mais en tout cas le message de Chirac s'est voulu des plus nets et directs.

En matière d'impôts, il préconise par exemple la suppression de la taxe professionnelle (à l'origine de laquelle se trouvait un certain Chirac, du temps où il était Premier ministre !), la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes (mais là il faut se dépêcher car, au train où vont les choses, le gouvernement actuel risque de rendre sans objet et cet impôt et la tirade de Chirac). Par ailleurs, dit-il, « je suis partisan non seulement de limiter au taux de 50 % la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu



(contre 65 % actuellement) mais aussi de fixer globalement à 50 % contre 72 % la part maximale des revenus que chacun versera au titre de cet impôt ». Sans oublier un aménagement des règles d'amortissement des entreprises (c'est-à-dire en fait une diminution de leurs impôts), et une réforme (encore une) de la Sécurité Sociale. Un programme coûteux, disent *Les Echos* en l'évaluant à 100 milliards, qui se traduirait par des allègements d'impôts pour les patrons, les riches, et donc par un manque à gagner pour le fisc qu'il « fau-

dra naturellement compenser », dit Chirac, par la TVA.

Diminuer les impôts des riches, des capitalistes, en présentant la note à l'ensemble de la population par le biais d'un alourdissement des impôts à la consommation et donc par l'amputation du pouvoir d'achat des travailleurs, des pauvres, cela a le mérite de la clarté. Mais pas celui de l'originalité, puisqu'au fond c'est ce qu'est déjà en train de faire l'actuel gouvernement, même si lui ne l'avoue pas aussi crûment.

Pierre LAFITTE

Réforme des prestations familiales : déshabiller Pierre pour habiller Paul

Sous le terme pompeux de « réforme » des prestations familiales, le gouvernement ne nous présente simplement qu'une redistribution des dépenses actuelles.

Quoi de neuf dans le projet discuté par le gouvernement ?

Une bonne chose tout d'abord ! Le versement dans les départements d'outre-mer des prestations familiales à toute personne, même sans activité professionnelle. Jusqu'à présent, pour bénéficier de ces prestations il fallait prouver une activité professionnelle d'au moins 25 jours par mois.

Devra être aussi créée l'Allocation au Jeune Enfant (l'AJE). Cette allocation devra se substituer aux actuelles allocations pré et post-natales. Elle sera versée pendant neuf mois, dès le quatrième mois de grossesse et trois mois après la naissance de l'enfant. Le nouveau système rapportera aux familles 6 405 francs au terme des neuf versements, soit 202 francs de moins que l'actuel système. Les seules familles qui y gagneront sont celles où se produiront deux naissances avec un écart d'au moins neuf mois (on ne pouvait guère faire moins) et de trente cinq mois au plus. Dans ce cas, le gain moyen par famille serait, aux dires de la Caisse nationale d'allocations familiales de 9 000 francs.

ches populaires pourront s'arrêter de travailler pour 1 000 francs ou prendre un mi-temps pour 500 francs par mois ?

Le coût de cette réforme devrait être de 2 824 millions de francs en tenant compte de la récupération des allocations pré et post-natales. Mais selon le gouvernement on ne peut pas accorder de tels avantages, sans une contrepartie, quelques petits sacrifices, telle la renonciation à certaines autres prestations.

C'est, par exemple, la suppression des Allocations Parents Isolés (API), versées aux femmes seules pour élever leurs enfants, et de la diminution des indemnités journalières de maternité qui passeront de 90 à 86 % du salaire brut. Mais la liste des suppressions ne s'arrête pas là : la prime de 3 302 francs instituée en 1980, ne sera plus versée à la naissance du troisième enfant, de même que la prime annuelle d'Allocation de Rentrée Scolaire.

Enfin, il reste une dernière mesure toute aussi choquante : le transfert aux banques des Prêts Jeunes Ménages, auparavant accordés par les CAF. De gratuit le prêt devient payant, avec un taux de départ de 14 %. Il semblerait que, pour atténuer la brutalité de la mesure, les CAF aient

1985 : les patrons annoncent la couleur

Dans des « recommandations » qu'il a adressées aux différentes fédérations du CNPF, le vice-président du syndicat des patrons, Yvon Chotard, s'en est pris, une nouvelle fois, aux salaires. « Le ralentissement des augmentations de salaires doit être poursuivi en 1985 ». Bien entendu, ces consignes ne sont pas destinées à préserver les profits des patrons mais à assurer l'intérêt général : au CNPF, cela s'appelle « mener une politique socialement responsable pour lutter contre l'inflation »...

Principale cible de l'année du CNPF : les smicards. Le SMIC reste la seule catégorie de salaire dont l'augmentation est fonction de la hausse officielle des prix. Le CNPF

s'engage à changer cela « en multipliant ses efforts pour que les pouvoirs publics renoncent à leur politique de revalorisation des bas salaires par le SMIC ». La politique de « rigueur » que le gouvernement fait peser sur les seuls travailleurs ne suffit pas aux patrons. Ils attendent plus et mieux du gouvernement pour l'année à venir.

Et, pour éviter d'avoir à rediscuter périodiquement de tous ces problèmes, le plus simple n'est-il pas de renoncer aux contrats collectifs, d'autant qu'il y a « l'aspect pervers des négociations salariales, source de surenchère » ? Il faut dire que, là, l'Etat est allé au-devant des souhaits patronaux en commençant à parler, dans des entrepri-

ses nationalisées comme la Thomson, d'« annualisation des salaires », c'est-à-dire d'un salaire fixé individuellement et à l'année avec chaque salarié...

Le patronat profite de la crise pour abaisser le pouvoir d'achat de la classe ouvrière en laissant faire le poids du chômage, et en menant de surcroît une politique systématique de réduction des salaires individuels, de remise en cause des maigres avantages acquis par les travailleurs dans la période précédente.

Pour 1985, le CNPF veut avancer de nouveaux pions. Mais entre ce qu'il veut et ce qu'il pourra faire, ce sont les luttes des travailleurs qui feront la différence.

J.J. FRANQUIER



En ce qui concerne l'Allocation Parentale d'Education (APE), elle sera accordée pendant deux ans au maximum à celui des parents qui quittera son travail à la naissance (ou lors de l'adoption) d'un troisième enfant. Son montant est de 1 000 francs par mois si le salarié abandonne tout travail, de 500 francs s'il conserve un travail à mi-temps. Mais combien de parents dans les cou-

décidé de payer 6,5 ou 7,5 % des intérêts, laissant tout de même la moitié à la charge des jeunes ménages.

Au total, la suppression de toutes ces prestations rapportera 2 438 millions de francs, soit pratiquement le coût des nouvelles prestations envisagées.

Le gouvernement a réussi son tour de force : tourner en rond pour pas un rond !

La Mairie de Paris ne chôme pas... contre les enfants des chômeurs

On se souvient des grandes déclarations faites, la main sur le cœur, voici quelques semaines par tous les hommes politiques, et notamment par Chirac, sur la nécessité de combattre la détresse de ceux qu'ils appellent les « nouveaux pauvres ».

Le vote du budget de l'aide sociale de la Ville de Paris et du règlement des crèches a permis de constater comment Chirac entend aider les plus démunis. La Mairie de Paris vient en effet de décider que désormais les enfants de chômeurs n'auraient plus accès aux crèches de la ville. Le premier projet de règlement des crèches parisiennes indiquait que « les enfants dont l'un des parents est au chômage depuis plus de trois mois doivent normalement quitter la crèche. Ce délai est reconductible une fois ». Devant le tollé provoqué dans la presse et au Conseil de Paris devant cette mesure discriminatoire, l'adjoint de Chirac proposa alors : « Nous allons reprendre la formulation pour la rendre plus positive, mais sur le fond ce sera la même chose ».

Chose dite, chose faite, le nouveau règlement sera donc rédigé ainsi : « Seuls peuvent être admis dans les crèches, les enfants dont les deux parents travaillent, même à mi-temps, suivent des cours de formation professionnelle ou ont qualité

d'étudiant. Toutefois les enfants dont l'un des parents est au chômage pourront être maintenus trois mois, reconductibles une fois ». Comme l'avait annoncé l'adjoint de Chirac avec franchise et cynisme, c'était « plus positif » mais « sur le fond, ce sera la même chose ».

Eh bien, comme le rapporte *Libération* du 27 novembre, cela n'a pas empêché que « les élus PS se rallient ». Ce qui a d'ailleurs permis à Chirac de publier un communiqué se félicitant du « consensus (...) dans la majorité et l'opposition du Conseil de Paris pour, dit-il sans rire, assouplir les conditions d'admission dans les crèches ».

Bien sûr, il existait déjà un décret de 1974 prévoyant d'interdire des crèches les enfants de chômeurs, mais de là à parler de « l'assouplir » quand il s'agit de le faire entrer en pratique, il faut un certain culot et une solide dose de mépris pour les chômeurs.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le cas de Paris n'est pas isolé ; d'autres grandes villes agissent de même sur le dos des chômeurs pour réduire leur budget d'aide sociale et surtout leurs dépenses et donc les impôts qu'elles demandent à des habitants qui sont aussi, évidemment, des électeurs. Une directrice de crèche lyonnaise citée par

Libération expliquait ainsi : « Un enfant en crèche coûte 300 F par jour à la collectivité ; (...) il faut que la solidarité ait des limites ». Calculer ce qu'un général ou un patron coûte à la collectivité ferait apparaître un chiffre autrement plus élevé, mais là, pas un homme politique n'envisagerait de mettre des limites à la « solidarité ».

Et puis, après tout, de telles mesures d'éviction sont peut-être prises dans l'intérêt même des chômeurs. Si, si... quand on sait, comme le déclarait à *Libération* une directrice de crèche marseillaise que « pour les chômeurs le problème est surtout le prix » et que « même au tarif le plus bas, 11 F par jour, ça reste cher lorsqu'on n'a pas de travail ». D'ici à ce qu'on explique aux chômeurs que c'est pour leur bien et pour leur éviter des dépenses insoutenables qu'on refuse l'accès des crèches à leurs enfants, il n'y a qu'un pas que certains politiciens ont déjà franchi, en acte sinon en parole.

Evidemment, après cela Chirac peut bien tonner contre la dénatalité et expliquer que les Français doivent faire des enfants : il veut bien faire une exception pour les chômeurs, ou alors que ceux-ci se débrouillent avec leurs enfants car de toute façon ils n'auront pas droit à une place dans une crèche.

P.L.

Dans la foulée de Le Pen

« En encourageant la démographie parisienne, nous œuvrons pour la survie de la nation française. Or les étrangers qui rentrent ensuite chez eux ne participent pas à cette survie ». Cette déclaration, contrairement à ce que l'on pourrait croire, n'est pas de Le Pen, mais de l'adjoint de Chirac chargé des Affaires sociales. Le RPR Chérioux a ainsi justifié une mesure de la Mairie de Paris qui, alors qu'elle portait de 1.700 F à 2.000 F la mensualité versée aux mères de famille à l'occasion de la naissance de leur troisième enfant, supprimait désormais cette allocation pour les familles parisiennes immigrées.

Une mesure discriminatoire et scandaleuse qui fait suite à l'exigence, illégale d'ailleurs, de titres de séjour en règle pour des parents immigrés voulant inscrire leurs enfants dans une maternelle parisienne.

Des mesures révoltantes qui, si elles frappent évidemment les familles immigrées, cherchent surtout à atteindre une partie de l'électorat RPR dont Chirac semble redouter qu'il lui préfère la démagogie d'un Le Pen. Eh bien, maintenant, il risque de se retrouver avec un autre problème : des électeurs qui ne sauront plus faire la différence !

L'eau, lourde aux budgets

La Mairie de Paris envisage une nouvelle organisation de la distribution de l'eau dans la capitale. Alors que jusqu'à maintenant ce sont des agents municipaux qui assurent la production et la distribution (la gestion étant faite par la Compagnie générale des eaux, payée pour cela par la Mairie), la distribution serait à l'avenir concédée, pour la rive droite, à la Compagnie générale des eaux et, pour la rive gauche, à la Société lyonnaise des eaux.

Voilà qui serait sans doute tout profit pour les sociétés en question... au détriment des usagers. Car à l'heure actuelle, le prix du mètre cube d'eau à Paris est de 4,23 francs mais il se situe entre 5,80 et 11,22 francs dans les villes de banlieue où c'est la CGE qui assure le service des eaux.

C'est dire que la note risquerait d'être salée pour les Parisiens.

Loyers impayés et expulsions, conséquences de la dégradation du pouvoir d'achat

« S'il y a toujours eu un taux incompressible permanent de 2 % (de loyers) impayés, on tourne maintenant, en moyenne nationale, autour de 6 à 7 % », constate l'Union nationale des sociétés d'HLM. Ce qui représente 200 000 loyers impayés par les familles locataires et des retards de paiement qui s'accumulent sur plusieurs mois. Ces chiffres donnent une idée des difficultés qu'a un nombre de plus en plus grand de familles populaires à faire face régulièrement à leurs dépenses de logement.

Quilès, ministre du Logement, a tenu à préciser qu'« il n'est pas dans la vocation de l'Etat, ni celle des HLM de faire du logement gratuit ».

Qui en douterait quand on sait que Quilès a autorisé pour 1985 des hausses de loyers supérieures à cel-

les des années précédentes — y compris pour le logement dit « social », les HLM —, tandis que le gouvernement décidait dans le même temps (comme viennent justement de le dénoncer les HLM) de diminuer le montant des aides aux locataires les moins riches, et notamment de l'Aide personnalisée au logement ?

Le gouvernement affiche donc la couleur : il fera payer de plus en plus cher le droit à un logement. Mais comme Quilès est socialiste — ou jésuite ? — il a émis le vœu pieux que les locataires en défaut de paiement ne soient pas mis dehors purement et simplement. Sans préciser, évidemment, quelle solution il comptait proposer qui ne soit pas l'expulsion « pure et simple » pour ceux qui risquent d'être de plus en plus nombreux à ne pas pouvoir payer leur loyer.

L.P.



Les compagnies d'assurances : à l'enseigne du vautour ?

Le tribunal de Senlis est amené à se prononcer d'ici le 8 janvier sur le montant des indemnités qui seront attribuées aux familles à la suite de la catastrophe de Beaune qui causa, en juillet 1982, la mort de 53 personnes dont 44 enfants.

Et certains de souligner le côté incongru de ce « *prix de la douleur* », de ces sommes versées en compensation du préjudice subi, alors que la mort d'un enfant n'a pas de prix. L'indignation à ce propos est cependant assez mal venue.

Les familles modestes qui ont perdu les gosses qu'elles avaient envoyés en colonie de vacances cette année-là ne sont pour rien dans le fait que la société soit une société mercantile où tout a un prix, même la vie et la mort des gens, puisque les sociétés d'assurances peuvent faire des profits avec.

Et ça ne date pas du procès de Senlis.

La vie d'un enfant, d'un adulte, d'un vieillard a un prix, soigneusement évalué par les sociétés d'assurances qui calculent leurs primes en fonction de ces évaluations. Ces sociétés gagnent suffisamment d'argent en faisant payer



La catastrophe de Beaune en Juillet 1982 (AFP)

leurs assurés pour qu'elles déboursent ce qu'elles doivent en cas de catastrophe. Et il est tout de même choquant que certains commentateurs insinuent que l'indécence est du côté des dix-sept familles qui viennent réclamer de l'argent au tribunal pour leurs enfants morts.

Car enfin, ces sommes-là les compagnies d'assurances les doivent, et c'est bien parce que les compa-

gnies discutent sordidement sur le prix à payer et profitent justement de la douleur des familles pour proposer « à l'amiable » des transactions au rabais, que les familles sont obligées de se porter devant les tribunaux.

Sous prétexte que la douleur n'a pas de prix, faudrait-il donc que les assurances gardent l'argent pour elles ?

Dominique CHABLIS

Les PTT assurent un max

Assurfonds « la double protection » ; Assurimmo 2 « pour une retraite heureuse » ; Assurindex « pour protéger votre famille » ; Assurdix « votre capital... » ; Assuréétudes « assurance de rente éducation », etc.

Voilà quelques-unes des assurances que la Caisse nationale de Prévoyance

propose par l'intermédiaire des bureaux de poste.

Manifestement, tous les prétextes sont bons pour soutirer du fric à la population. Alors une question : qui nous assurera contre l'appétit dévorant des assurances ?

La main du patron sous la robe... du juge ?

Le droit de cuissage, oh pardon de pinçage, n'existe plus, c'est du moins ce que pensait sans doute la serveuse de l'hôtel-restaurant le Relais de la diligence à Larnods, dans le Doubs. C'est pourquoi, aidée d'un certificat médical, elle est allée se plaindre des humiliations que lui faisait subir son patron, de ses mains baladeuses, de ses pinçons...

Le tribunal de police a condamné le cuistre à 1.000 F d'amende et 1.000 F de dommages et intérêts,

ce qui n'était peut-être pas grand-chose mais lui donnait quand même une petite leçon de savoir-vivre.

Mas M. Sage, c'est son nom, a fait appel ; et cette fois-ci les juges ont trouvé que « les déclarations des témoins (n'auraient) pas permis de dire si ce geste, même fait par l'employeur, dépassait ce qu'une certaine familiarité, née d'une relation de travail quotidienne, peut autoriser ou si, au contraire, il révélait un comportement d'agression. »

Ben voyons ! Pour ces messieurs, utiliser le travail d'une femme cela veut-il dire se réserver le droit de la peloter et même de la pincer ?

Tant qu'ils y sont, pourquoi ne demandent-ils pas aussi le droit d'aller plus loin : où il y a de la gêne, y a plus de plaisir, c'est bien connu !

La plaignante, en attendant, a décidé à juste titre de ne pas en rester là et de porter l'affaire devant la Cour de cassation.

Joelle GÉRARD

La crise tue l'impôt

La fin de l'année approchant, les ministères font traditionnellement leurs comptes, pour ajuster les prévisions budgétaires qu'ils avaient établies aux réalités.

En ce qui concerne le budget de l'Etat pour l'année 1984, il ressort que le déficit sera supérieur de 18,6 milliards de francs à celui qui avait été initialement prévu. Encore qu'il ne s'agisse-là que d'un ajustement théorique, le déficit réel du budget de l'Etat pour 1984 ne sera précisément connu que l'année prochaine, après son exécution, c'est-à-dire une fois toutes les rentrées et toutes les dépenses connues.

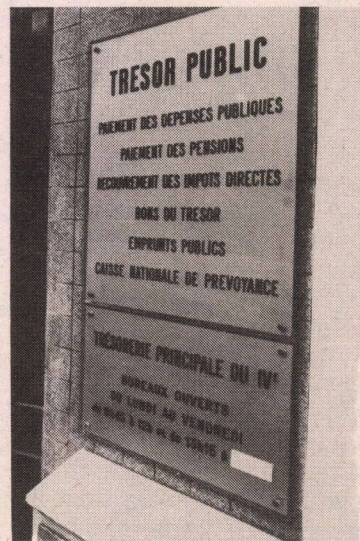
Néanmoins, pour l'heure, il est tout de même certain que les prévisions budgétaires ont dérapé à la hausse — ce qui est somme toute de coutume en ce domaine. L'Etat a dépensé plus qu'il n'a rentré.

Les raisons : tout d'abord une erreur d'estimation du gouvernement en ce qui concerne les taux d'intérêt.

Il les avait prévus à la baisse (8,5 %), alors que ceux-ci sont restés assez élevés (11,5 %). Tout le monde n'y a pas perdu bien sûr, en particulier pas les entreprises pour lesquelles l'Etat a payé la différence entre le taux des prêts privilégiés qu'il leur avait consentis et le coût réel de l'argent.

Et puis surtout, le trou du budget serait essentiellement dû à une baisse des rentrées au titre de l'impôt sur les sociétés et les revenus.

Les entreprises auront payé en 1984 quelque 7 milliards de francs de moins que la loi de Finances ne l'avait prévu. Pourquoi ? A cause de la crise ? Pas tout à fait puisque les marges bénéficiaires de nombreuses entreprises se seraient au contraire relevées. Mais les excédents ainsi déga-



gés ont été « provisionnés », c'est-à-dire mis de côté en vue d'investissements à venir, ce qui permet à bon nombre de patrons de soustraire une fraction de leurs bénéfices à l'imposition.

Quant à l'impôt sur le revenu qui, lui aussi, rapporte près de 7 milliards de moins que prévu, c'est pour de tout autres raisons. D'abord parce que la baisse générale des salaires diminue les rentrées au titre de l'impôt sur le revenu, ensuite parce que certains travailleurs imposés ne peuvent plus payer ce qu'ils doivent au percepteur. Et cela serait, paraît-il, particulièrement net dans les régions touchées de plein fouet par la crise, dans le Nord ou en Lorraine en particulier, où de nombreux salariés frappés par le chômage, par la baisse de leurs revenus, sont dans l'incapacité totale de payer ce qu'ils doivent au fisc.

« La crise tue l'impôt » s'écrit le journal *Les Echos*, proche des milieux patronaux. Peut-être, mais pas de la même façon pour tout le monde.

Les pauvres, parce qu'ils peuvent de moins en moins payer. Les riches, parce qu'ils sont de plus en plus exonérés !

Georges LATTIER

Les bourgeois jettent leur argent par dessus... l'Atlantique !

Dans une double page intitulée « La France vue de l'étranger », *Les Echos* du 23/11, citant *The Economist*, décrivent le succès que rencontre la vente d'appartements sur les côtes américaines.

« Les capitaux en provenance d'Amérique du Sud ont littéralement colonisé l'immobilier d'habitation et les bureaux. Maintenant ce sont, d'après *l'Economist*, les Européens qui se jettent sur la région qui va de cap Canaveral sur l'Atlantique à Tampa, sur le golfe du Mexique. »

Les studios se vendent comme des petits pains...

mais ne sont pas occupés pour autant. « Tout n'est pas loué, loin de là » écrit *Les Echos*. « Certains opérateurs semblent fort peu se soucier de rentabilité, l'absence de revenus étant compensée par le sentiment — rassurant — que leur investissement est en sécurité dans l'un des derniers bastions du capitalisme ! »

Pauvres bourgeois, ils ont peur pour leur argent. Avec tous les chômeurs et les smicards auxquels ils expliquent qu'ils n'ont plus un sou, on les comprend.

P.N.

Un bon bilan de santé... à défaut d'un bilan de luttes

Vendredi 23 novembre, le congrès de Force Ouvrière s'est terminé sur la réélection triomphale de Bergeron, et sur l'approbation quasi unanime de son rapport d'activité par 98,72 % des mandats.

Une majorité de démocratie populaire avec une passion pour le leader qui frise le culte de la personnalité ! Voilà qui a dû faire sourire plus d'un chez les concurrents de la CGT.

Pendant 4 jours, devant 3 566 délégués, venant en majorité de la Fonction publique (52 % des délégués) et des secteurs nationalisés (12 %), se sont succédé les interventions rappelant les grandes orientations de la centrale : indépendance vis-à-vis des partis et défense de la politique contractuelle. Evidemment, il y avait comme un climat d'autosatisfaction : FO, ces dernières années, a nettement progressé au niveau des consultations nationales, en obtenant notamment 17,7 % aux élections prud'homales en 1982, 25,5 % aux élections à la Sécurité sociale — la « grande victoire » — en octobre 1983.

FO revendique aujourd'hui entre 15 000 et 16 000 sections syndicales ou syndicats, et 1 150 000 adhérents. Ce chiffre est certainement surévalué comme dans les autres syndicats. Il semble néanmoins en progression. A tel point que Bergeron a pu rappeler le but ultime de sa centrale depuis qu'elle existe : « reprendre notre

place historique : la première ». La reprendre à la CGT, bien entendu, mais en grapillant au besoin des adhérents et des électeurs ailleurs. Dans ce but, Bergeron a confirmé la volonté de créer des syndicats FO dans l'Education nationale, de se présenter aux prochaines élections aux commissions paritaires, le 3 décembre prochain, et de concurrencer le principal syndicat enseignant, la FEN, dans son fief, opération qui, on le sait, se fait avec la collaboration du PCI.

Et c'est vrai que FO a profité, depuis l'arrivée de la gauche au gouvernement, de circonstances favorables qui ont contribué à accroître son audience, en tout cas relativement dans la mesure où celle des deux autres principaux syndicats diminuait.

FO, comme elle le dit, est un « syndicat qui veut rester un syndicat ». Ce leitmotiv, « indépendance absolue à l'égard des partis politiques et de l'Etat », est revenu sans arrêt dans les discours du congrès. Face à la CFDT qui soutient le gouvernement depuis le début, et à la CGT qui l'a fait jusqu'à cet été, FO a donc certainement profité de la désillusion ou du dégoût d'un certain nombre de travailleurs vis-à-vis de la politique gouvernementale. FO en a profité d'autant plus que cette désillusion est en fait vis-à-vis de la politique en général. Dans ce climat c'est forcément le syndicat qui passe pour le plus apoliti-

que qui devait être favorisé, ou le moins défavorisé.

Son audience a donc augmenté, mais si FO peut se targuer d'un nombre d'adhérents en hausse, sur le plan militant, sur le plan réel, celui de l'intervention dans les entreprises, dans les luttes même les plus petites, FO est loin, très loin derrière la CGT. FO reste d'abord un syndicat de négociateurs, de membres de conseils d'administration et de commissions paritaires en tous genres.

La politique de FO, malgré les grandes envolées de Bergeron sur « la lutte des classes », du genre : « Nous n'acceptons plus aucune concession », reste marquée par la volonté de négocier à tout prix avec le patronat et le gouvernement autour du tapis vert. FO a déjà signé 3 accords salariaux — au rabais — dans la Fonction publique depuis 1981 ; elle a également, entre autres, signé différents « accords » qui ont fortement réduit les allocations-chômage.

Le problème semble même, pour FO, qu'il n'y a plus grand-chose à signer. Ou en tout cas que les patrons voient de moins en moins la nécessité de passer des contrats... Et le principal reproche fait au patronat et au gouvernement — en tant que patron des fonctionnaires — est d'avoir abandonné la politique contractuelle.

Aussi, quand plusieurs syndicalistes sont intervenus pour réclamer, de la part de FO, l'organisation



André Bergeron (AFP)

d'une journée de lutte interprofessionnelle, sous forme de grève ou de manifestation, Bergeron s'est bien gardé de répondre favorablement, et de donner une date. Parce que l'idée d'une

journée de lutte ne lui plaît pas ou alors parce qu'il connaît bien, au moment même où il vante les progrès de sa centrale, sa faiblesse réelle sur le terrain ?

Bertrand GORDES

WONDER (Saint-Ouen)

Tapie le licencié !

A l'entreprise Wonder, en règlement judiciaire (et que le groupe Tapie reprend), on connaît maintenant quels sont les 632 licenciés pour tout le groupe.

A Saint-Ouen, dans la région parisienne, toute la semaine, on était inquiet, tendu. Beaucoup avaient l'impression qu'il était trop tard pour faire encore quelque chose. Des bruits circulaient. C'est jeudi que les chefs ont averti les 224 licenciés de cet établissement, et la rage était dans bien des cœurs.

Le couperet est tombé et beaucoup avaient le sentiment que la direction, l'encadrement n'avaient pas simplement réduit le personnel mais aussi réglé des comptes. Tapie avait déclaré que les « bons » n'avaient rien à craindre. Mais ce n'était même pas cela, c'était encore plus arbitraire qu'on ne croyait. On a jeté dehors même une partie de ceux qui se sont sacrifiés pour la maison ou de ceux qui voulaient faire tourner l'affaire, parce que, sans doute, ils ne plaisaient pas. Et beaucoup disaient que, finalement, Tapie

se moquait même de l'avenir de l'entreprise en se demandant si, passé ce premier plan de licenciements, d'autres ne suivraient pas.

Alors bien des travailleurs de Wonder se disent que Tapie, ce beau parleur qui veut se donner des allures de sauveur, qui voudrait licencié en étant aimé, est bel et bien un patron de la pire espèce, qui compte sur sa capacité à embobiner les gens pour gagner du temps et frapper fort. Quand il avait réuni le personnel, il y a une semaine, il s'était dit prêt à risquer sa fortune personnelle pour l'avenir de Wonder, il avait dit qu'il avait plein ses tiroirs de plans sociaux. Mais on attendrait toujours le premier mot de son plan social si, le 16 novembre, il ne s'était pas fait accueillir houleusement par les travailleurs en colère et si les syndicats n'avaient pas formulé un certain nombre de propositions.

Et sur ce terrain, Tapie, le soi-disant patron social, a cédé sur bien peu. Il a accepté de répartir entre certains licenciés (petits salaires, petites alloca-

tions FNE) une somme que jusque-là les patrons devaient verser au FNE et dont le gouvernement les dispense désormais. Il a accepté de réclamer que la convention FNE inclue les 55 ans. Il a accepté la mise en place d'une antenne de formation pour aider les travailleurs à obtenir des stages. Mais tout cela ne coûte rien à Tapie, sauf un petit manque à gagner dans le premier cas.

Mais sur bien des points, Tapie n'a pas voulu desserrer moindrement les cordons de sa bourse. Pas question de prendre à son compte quoi que ce soit pour le logement des mutés, pas question de maintenir plus longtemps qu'obligatoire le versement de la quote part de l'employeur à la Mutuelle ou de payer les congés payés correspondant au mois de préavis comme le réclamaient les syndicats. Tapie n'a pas l'intention de payer, ni même d'ailleurs de jouer trop longtemps les patrons humanitaires. Il n'a pas épargné des gens dans des situations très critiques, ni de nombreux 50-54 ans ; il a prévenu que si des travailleurs refusaient une proposition de mutation, ils n'auraient pas de deuxième chance. Et comble

de cynisme, on a appris que la personne auprès de laquelle Tapie recommandait aux travailleurs de s'adresser en cas de difficulté était non pas une assistante sociale mais une responsable du service du personnel de Terrillon, une entreprise du groupe Tapie.

Tapie a même refusé de reconnaître aux licenciés le

droit de venir à la cantine jusqu'à la fin de leur préavis, ce qui est pourtant légal. Il veut couper les licenciés du personnel qui reste mais ce n'est pas cela qui empêche qu'aujourd'hui, la plupart des travailleurs de Wonder ont le sentiment que, licenciés ou pas, ils sont tous dans la même galère. Correspondant LO

Grève au L.E.P. Voillaume (Aulnay-sous-Bois - 93)

Le mercredi 14 novembre, les 350 élèves du LEP Voillaume d'Aulnay-sous-Bois se sont mis en grève ; ils refusent de continuer à travailler sur de vieilles machines en mauvais état, risquant à tout moment des accidents, comme cela s'est déjà produit depuis le début de l'année : coupures de doigts, blessures au bras... Certaines machines de l'atelier sont d'ailleurs tout à fait inutilisables. Les lycéens du LEP, rejoints par les lycéens du lycée technique tout proche sont allés en manifestation au rectorat et au ministère réclamer les 500 000 F nécessaires à la

réparation des machines et, depuis lundi, ils ont repris les cours en attendant la réponse du ministère.

Mais ils ne sont pas démobilisés pour autant. Un comité de lycéens s'est formé pour préparer une éventuelle reprise du mouvement si le ministère ne cède pas.

Car le gouvernement a beau évoquer souvent la formation professionnelle des jeunes comme une solution miracle au chômage, il faudra toute la détermination des élèves de LEP pour que cette formation leur soit assurée dans des conditions correctes.

La mafia menacée ?

Le « troisième niveau » de la Mafia est-il en train de tomber ? Ce « troisième niveau », tel que le nomment policiers, magistrats et journalistes, ce serait celui des hommes politiques, des grands financiers qui couvrent, en haut lieu, les activités de cette « honorable société » du crime organisé. Le fait est que, en deux mois, un certain nombre de gros bonnets de la Mafia sicilienne ont été arrêtés. Après l'ancien maire de Palerme Vito Ciancimino, cela a été le cas, la semaine dernière, pour les cousins Nino et Ignazio Salvo, les « fermiers généraux » de la Sicile.

Car en Italie existe encore ce système par lequel l'Etat affirme, en général à des banques, la charge de la collecte des impôts, moyennant rétribution bien entendu. En l'occurrence, en Sicile, c'étaient les cousins Salvo qui s'étaient vu confier par l'Etat le monopole de la collecte des impôts, leur permettant ainsi de constituer un empire économique et financier colossal. Que les Salvo avaient des liens avec la Mafia — ils sont d'ailleurs fils de mafiosi notoires —, tout le monde le savait dans l'île, en Italie et à Rome. Mais apparemment ça ne gênait pas particulièrement les gouvernants italiens. Au fond, le fait que la collecte des impôts soit confiée à des mafiosi était sans doute la garantie qu'ils rentraient au moins un peu !

Toujours est-il que ces gens-là ont ainsi constitué leur fortune avec la bénédiction de l'Etat. Et en même temps, il semble que l'empire financier des Salvo jouait aussi un rôle de premier plan dans un certain nombre d'activités occultes comme le recyclage de l'argent provenant du trafic de drogue, dans lequel la Mafia s'est spécialisée.

Ça aussi, tout le monde le savait depuis longtemps. Mais dans ce monde capitaliste, les bourgeois savent bien qu'il faut se spécialiser, trouver un créneau dans lequel on exerce son savoir-faire. La bourgeoisie sicilienne a le sien. Grâce à son savoir-faire très particulier, grâce à l'existence d'une organisation comme la Mafia avec ses filières, ses relations internationales, ses passeurs et ses tueurs, elle s'est taillée une place de premier plan dans une activité qui, pour être illicite, n'en représente pas moins un chiffre d'affaires considérable : le commerce mondial de la drogue. Cela a fait la richesse, ces dernières années, d'une large fraction des classes dirigeantes de l'île. Et cela ne pouvait pas se faire sans grands financiers, ayant pignon sur rue, relations internationales et relations

politiques à Rome. Tout le monde comprenait bien ça.

Et voilà pourquoi des petits tueurs, des petits boss du « premier niveau » de la Mafia pouvaient tomber, voire même des « capimafia », des chefs du « deuxième niveau ». Mais jamais ceux du « troisième niveau ». Car ce niveau-là, c'est celui du pouvoir, des financiers et des politiciens, des fonctionnaires et des juges honorables, et honorablement liés... à l'« honorable société ».

Alors, que se passe-t-il aujourd'hui ? La Mafia, cette organisation séculaire, est-elle en train d'être démantelée par l'Etat italien, dont l'impuissance, ou plutôt la complicité face à ce phénomène, est notoire ? Peut-être, plus simplement, un équilibre est-il en train de se rétablir.

Ces dernières années, les équilibres établis traditionnellement entre les divers clans de la Mafia se sont rompus. L'enrichissement a sans doute été trop grand pour que les clans gardent conscience de leur intérêt commun à régler leurs problèmes sans bruit. Il y avait bien une commission secrète chargée de trancher les conflits entre les clans et d'exercer sa médiation. Mais elle a été impuissante, et la guerre des clans a fait rage dans toute la Sicile, se traduisant par des centaines de morts. Certains clans se sont enhardis à défier ouvertement l'Etat, assassinant notamment un président de la région de Sicile en 1980, un procureur de la République la même année, et surtout, en septembre 1982, le général Dalla Chiesa lui-même, préfet de Palerme envoyé spécialement par le gouvernement en Sicile pour combattre la Mafia.

Et puis, sur le plan politique, la Mafia avait surtout partie liée à la Démocratie Chrétienne, le principal parti politique italien. La Sicile était un de ses fiefs, et c'est au sein de ce parti que la Mafia avait ses principaux protecteurs, plus précisément au sein du courant de Giulio Andreotti, qui fut longtemps président du Conseil et qui est aujourd'hui encore ministre des Affaires étrangères. Or, la Démocratie Chrétienne s'est usée au pouvoir. Aujourd'hui, elle n'est plus qu'un des partis de la majorité gouvernementale, et le président du Conseil est un socialiste, Bettino Craxi. Cela explique sans doute aussi pourquoi juges et policiers ont plus d'ardeur contre la Mafia depuis quelque temps, et notamment pourquoi on n'hésite plus à mettre sur la table les liens existant entre l'organisation criminelle et la Démocratie Chrétienne sicilienne. Au point que les dirigeants démocrates-



Arrestation d'un mafiosi à Milan en septembre dernier (AFP)

chrétiens eux-mêmes parlent maintenant de la rénovation nécessaire de leur parti, et ont tendance à mettre sur la touche les notables trop compromis avec la Mafia.

Les conflits entre clans, la perte de certaines protections ont donc rendu la Mafia vulnérable. Et pour finir il y a eu, cet été, la rupture de la fameuse loi du silence par le « boss » repentini Tomaso Buscetta, dont les révélations ont entraîné la vague actuelle d'arrestations. Ce parrain n'a pas trouvé d'autre moyen de régler ses comptes avec les clans adverses que de se mettre à table. Cela aussi, c'est la consé-

quence de la rupture des équilibres traditionnels au sein de l'« honorable société ».

La situation est donc devenue plus difficile pour celle-ci, et même des gros bonnets tombent. Mais ce n'est pas pour autant la fin. La Mafia a les reins solides. Le seul pouvoir politique qui, dans le passé, lui ait créé de sérieux ennuis a été celui de Mussolini. Les bandes fascistes au pouvoir ne toléraient pas la concurrence. Mais même avec Mussolini, la Mafia avait su, finalement, trouver un équilibre.

Alors les événements actuels vont peut-être, eux aussi, contribuer à rétablir

un équilibre, entre la Mafia et l'Etat d'abord, au sein de la Mafia elle-même ensuite, peut-être, pour que les affaires puissent continuer.

Car c'est bien là l'essentiel. Et on a du mal à croire que cette fraction de la bourgeoisie sicilienne qui a su occuper le créneau mondial du commerce de drogue et des trafics illicites en tout genre s'en laisse écarter, qu'elle ne sache pas trouver en son sein et avec l'Etat les arrangements nécessaires ; et qu'au sein de l'Etat il ne se trouve pas des hommes — des nouveaux peut-être — pour comprendre cette nécessité.

André FRYS

Turquie

La répression frappe encore

Le gouvernement turc, une fois de plus, s'apprête à l'assassinat. Un militant de l'organisation d'extrême-gauche Dev Yol vient en effet d'être condamné à mort. Le nom du condamné a été gardé secret, comme devait le rester aussi la décision du tribunal. Au cours du même procès, un accusé a été condamné à la prison à vie, et neuf autres à des peines de 3 à 36 mois de prison.

Le régime militaire ne rompt donc pas avec sa sinistre tradition. Après l'exécution de 2 militants révolutionnaires, un troisième est condamné. Des centaines d'hommes et de femmes attendent encore dans les prisons d'être jugés.

Et sur le terrain, la répression continue. Le ministre de l'Intérieur turc faisait récemment savoir que les dernières « opérations de ratis-sage » entreprises depuis le 15 août dans le sud-est du pays ont fait 14 victimes kurdes, permis d'arrêter 2 196 personnes, dont 381 ont été déférées à la justice militaire et 424 devant les tribunaux civils.

Tous ces faits n'ont guère suscité d'émotion ici, dans les médias en France. Alors qu'il y a quelques semaines les tortures subies par un prêtre polonais faisaient la « Une » de la grande presse et des bulletins d'information télévisée, seul un public restreint a pu savoir en lisant *L'Humanité* ou en tombant sur les quelques lignes du *Monde* que même les journalistes présents lors de l'enter-

rement au Kurdistan de Kemal Özgül, le travailleur turc assassiné à Epône, ont dû subir le contrôle des militaires.

Il est vrai que contrairement à la Pologne, la Turquie fait partie du camp occidental et qu'avec ce pays la France négocie un contrat de vente d'Airbus. Manifestement, sous la plume de beaucoup, cela pèse bien plus lourd que la défense de la liberté.

Nelly MEYER



L'OLP toujours à la recherche des bonnes grâces des massacreurs du peuple palestinien

Le 17^e congrès national palestinien qui s'est tenu à Amman semble se terminer sur un nouveau succès de Yasser Arafat. Face à quelques critiques de sa personne et de sa politique, il a suffi qu'il lance sa démission pour se faire plébisciter et réélire.

Un succès pour Arafat, mais pas pour la cause du peuple palestinien. Car, par-delà la fausse sortie d'Arafat, les problèmes posés par le congrès et d'ailleurs certainement pas résolus par lui, sont bien significatifs de la voie dans laquelle l'OLP s'est engagée et a engagé le mouvement palestinien. Comment faire pour exclure les groupes palestiniens pro-syriens qui, il y a un an, avaient engagé une véritable guerre contre les loyalistes de l'OLP dans le Nord-Liban, sans rompre complètement avec la Syrie et tout en se raccommodant avec les trois groupes de l'Alliance Démocratique, le Front Démocratique de Nayef Hawatmeh, le Front Populaire de Georges Habache et le Parti Communiste Palestinien, eux-mêmes aussi liés à la Syrie ? Comment gagner les bonnes grâces du roi Hussein de Jordanie, qui accueillait le congrès, sans accepter le nouveau plan de paix qu'il propose pour parvenir à un règlement et qui aboutirait, s'il se réalisait, à mettre les Palestiniens sous la surveillance conjointe de la Jordanie et d'Israël ?

Après la défaite au Liban, qui a fait éclater le mouvement palestinien, celui-ci exige toujours la création d'un Etat palestinien. Cependant il appa-

rait aujourd'hui, encore moins qu'hier, en mesure de l'imposer. Car pour l'imposer il lui faudrait s'appuyer sur ce qui pourrait être la véritable force révolutionnaire dans la région, sur tous les pauvres des différents Etats du Moyen-Orient. Mais pour en faire une force justement, il faudrait les organiser et les soulever contre tous les oppresseurs y compris leur gouvernement. Or l'OLP, non seulement s'est refusée à le faire mais elle a même fait tout le contraire, recherchant l'appui et l'alliance de ces gouvernements et des Etats arabes. Et aujourd'hui, malgré ses déboires successifs auprès de ces Etats, Jordanie, Egypte et Syrie, c'est bien toujours à la recherche de ces alliances qu'Arafat et l'OLP sont lancés.

Alors, le roi Hussein de Jordanie peut accueillir le congrès palestinien dans sa capitale, parler des « liens qui ont été forgés par des facteurs purement objectifs, historiques, géographiques, démographiques » entre Palestiniens et Jordaniens, le même roi qui en 1970 fit bombarder sa capitale et massacrer des milliers de Palestiniens, lors du tristement célèbre Septembre noir.

Mais avec les amis que s'est choisis l'OLP, des amis qui ne soutiennent le peuple palestinien que lorsqu'il est défait, mais qui le combattent quand il risque de représenter le moindre danger pour leur pouvoir dictatorial, le peuple palestinien n'est pas prêt de voir son sort changer et de sortir de sa condition de paria et d'exilé.

Marie-Claude SOLAC

Saint François sur le chemin de Damas

Tourisme ou politique ? Au terme du voyage de Mitterrand en Syrie, la question n'est pas encore tranchée.

Une chose est tout de même sûre, Mitterrand et sa suite ont visité le site archéologique de Palmyre édifié par les Romains aux I^{er} et III^e siècles. Hafez El Assad, lui, n'était pas venu, il connaissait déjà.

Quant au volet politique du voyage, il est bien difficile pour le moment d'en saisir toute l'importance. Le président syrien a insisté sur la nécessité d'une « compréhension mutuelle et d'une coopération renforcée », tandis qu'en réponse le président de la République française affirmait que pour aboutir il faut « réunir

patiemment les conditions de la réussite ».

Avec de tels propos, si clairs, si compréhensibles, pas étonnant que pour tenter de se comprendre ils aient dû faire durer une de leur entrevue quatre à cinq heures.

En fait, les présidents n'avaient visiblement pas grand-chose à se dire, du moins publiquement.

Mais finalement, Mitterrand tenait peut-être tout simplement à se tenir éloigné du pays où tant de problèmes l'assaillent. En ce cas, non seulement son voyage en Syrie aura été une réussite, mais il risque fort d'être suivi par bien d'autres.

G.L.



Côte à côte, Yasser Arafat et Hussein de Jordanie (AFP).

Les « nouveaux pauvres » aux Etats-Unis

Près de neuf cent mille personnes « risquent d'avoir faim à Chicago, près d'un habitant sur quatre », a déclaré le maire de Chicago. « Vingt-cinq mille de mes concitoyens vivent comme les Intouchables de Calcutta, dormant dans les rues, les passages et les autos abandonnées ».

Et cette situation est particulièrement grave dans les quartiers ouvriers de la ville, où 40 % de la population adulte est au chômage. Et cela, aux Etats-Unis, signifie sans ressource autre que les secours municipaux ou charitables. L'Humanité rapporte ainsi que, depuis un an « les admissions à l'hôpital pour malnutrition ont augmenté de 24 %, la mortalité infantile est supérieure à 60 % à la moyenne nationale, plus de quatre cents soupes

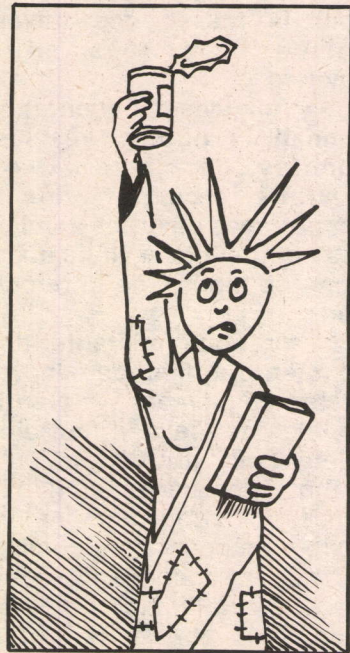
populaires sont installées ».

Le Tiers Monde dans le pays le plus riche du monde, dans le pays où la reprise économique serait la plus forte !

Mais tout cela n'empêche pas l'administration américaine de garder confiance dans la croissance à venir. On parle même d'un taux moyen de 4 % d'ici à 1988. Une petite ombre tout de même à ce tableau, il devrait s'agir d'une « récession de croissance » disent les spécialistes, c'est-à-dire d'une situation où le taux de croissance est réel pour les entreprises — donc les profits — mais insuffisante pour faire baisser le chômage.

Reprise ou non, la situation ne risque guère de s'améliorer pour les chômeurs américains.

M.L.



AFRIQUE DU SUD

Répression contre les organisations opposées au régime

Après la répression brutale des émeutes dans les cités noires, en Afrique du Sud, qui aurait fait, selon les chiffres gouvernementaux eux-mêmes, près d'une centaine de morts au cours « d'actions policières », c'est à un coup de filet visant les responsables d'associations que s'est livrée la police. Le comité de soutien aux familles de détenus rapporte que, depuis le début de l'année, 1 064 personnes ont été arrêtées ; 228 sont toujours emprisonnées dans l'attente d'un jugement qui risque de ne jamais venir, la loi autorisant la détention illimitée sans jugement en cas d'atteinte à la « sécurité interne ». Et quand bien même jugement il y a, on sait ce que vaut la justice dans le pays de l'Apartheid.

La répression touche tous ceux qui s'opposent au pouvoir : les étudiants, les journalistes dont « certains reportages dans cer-

tains journaux, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, ont excellé à donner l'image d'un usage excessif de la législation sur la sécurité en Afrique du Sud » ; les organisations anti-Apartheid et les dirigeants syndicaux, notamment deux, cite Le Monde, qui « avaient appelé à la grève générale dans la province du Transvaal, les 5 et 6 novembre ». Cette répression contre les syndicalistes semble même inquiéter les milieux patronaux, qui craignent qu'en réponse un mouvement de boycott et de grève ne vienne entraver la bonne marche de leurs affaires. Ils ont même mis en garde le gouvernement contre « les risques de mettre en danger la paix sociale », après qu'une fédération syndicale qui regroupe 130 000 adhérents ait lancé l'idée d'un « Noël noir » et proposé de ne rien acheter, en dehors de l'essentiel, pour les fêtes de Noël.

Aujourd'hui, la tension est quelque peu retombée dans les cités noires. Mais les revendications demeurent, à commencer par celles consécutives aux augmentations du coût de la vie, notamment la hausse des loyers et celle des produits alimentaires.

Le gouvernement de Prétoria peut commettre « les plus incroyables atrocités », envoyant son armée, « l'une des machines criminelles les plus sophistiquées de l'histoire », pour reprendre les dires d'Allan Boerak, dirigeant du Front démocratique uni ; il peut peut-être arrêter des responsables d'associations, mettre un frein, pour un temps, aux manifestations des Noirs, mais il ne pourra empêcher que la population noire se lève toujours plus nombreuse contre le régime, malgré la répression et peut-être même à cause d'elle.

Marianne LAMIRAL

A propos de la nouvelle stratégie du PCF :

« Rouge » et la lecture rapide

Dans le dernier numéro de *Rouge* du 23 novembre, Jean Lantier entame une discussion avec notre organisation par un article intitulé : « **Lutte Ouvrière et la nouvelle « stratégie » du PCF** ».

En fait, il s'agit moins d'un article de discussion que d'une information pour le moins originale. Un scoop, pour tout dire.

Ceux parmi nos lecteurs réguliers qui lisent aussi *Rouge*, comme la rédaction de LO elle-même, auront en effet appris dans cet article, avec une certaine surprise il est vrai, que la politique de notre organisation venait de s'infléchir pour adopter en substance le nouveau cours suivant :

1) « **Précéder le virage du PC vers les luttes** » et « **l'aider dans cette tâche, tant elle est profitable pour la masse des travailleurs combattifs et des militants ouvriers** ».

2) « **Relativiser l'orientation qui donnait la priorité absolue aux comités de grève**... » « **Lutte Ouvrière reconnaît désormais l'importance de luttes animées par ces dirigeants syndicaux CGT, « fers de lance » de la remobilisation.** »

La pratique militante doit s'y adapter. Au lieu de s'accrocher systématiquement à la création de comités de grève, il faut aider les militants PC et CGT... »

Bigre, le virage serait d'importance. Voilà donc que prenant prétexte d'un cours plus combatif du PC après sa sortie du gouvernement, LO, à l'image de ce qu'elle reprochait aux autres organisations trotskystes, se mettrait elle-même à raccrocher son modeste wagon au train des appareils réformistes et stalinien, au PC et à la CGT en l'occurrence. Nul doute, dans ces conditions, que l'extrême-gauche en soit tourneboulée et les rôles inversés, la LCR sous la plume de Lantier reprenant bravement le flambeau des comités de grève relégués désormais chez LO au magasin des accessoires, ainsi que celui de la critique sans faille de la stratégie des appareils. Table rase des vieux désaccords entre LO et la LCR. Les divergences nouvelles sont arrivées.

Evidemment, nos lecteurs fidèles doivent se demander à quelles sources privilégiées le rédacteur de *Rouge* a puisé ces informations étonnantes dont ils ont eux-mêmes été frustrés par la rédaction de LO. Eh bien non, il n'y a pas de sources réservées. Jean Lantier a simplement lu, lui aussi, un numéro de LO, et à l'appui de ses révélations il invoque tout bonnement un article paru dans LO le 25 octobre, intitulé : « **Les révolutionnaires confrontés à la nouvelle stratégie du PCF** », que tout un chacun a pu lire, comme lui. Le mystère de ces révélations tient simplement au fait que si nos lecteurs habituels se contentent de lire ce que nous écrivons, Jean Lantier, lui, a réussi à faire remonter à la lumière l'inconscient politique de LO, exprimer tous les « non-dit » tapis entre les lignes

publiées et est parvenu de cette façon à comprendre à peu près l'inverse de ce que nos lecteurs ordinaires avaient cru lire.

Afin de permettre à nos lecteurs d'apprécier le travail de découpage laborieux et d'interprétation tendancieuse réalisé par Jean Lantier à partir de cet article de LO, nous nous permettons de mettre leur patience à l'épreuve en confrontant sur l'essentiel la lecture façon Jean Lantier, et la lecture honnête, ordinaire.

Lecture Lantier :

« La conclusion essentielle d'une telle analyse est donnée par l'auteur de l'article : « **En fait, les intérêts de la direction du PC et ceux des travailleurs ne sont pas obligatoirement contradictoires : tout dépend du niveau des luttes** » (...). Donc un PCF qui possède une base ouvrière substantielle, et qui se donnerait pour but de remobiliser la classe ouvrière, ce serait tout bénéfice pour les travailleurs et les militants ouvriers révolutionnaires ».

Lecture ordinaire :

La remarque citée par Lantier : « *En fait, les intérêts de la direction du PC...* » et qu'il caractérise de « **conclusion essentielle** » arrivait à mi-article, au milieu d'un paragraphe qui commençait par : « *Mais les travailleurs ne vont se battre qu'en partie pour eux-mêmes* » et qui se concluait par : « *Mais si les luttes se développent, si les travailleurs reprennent confiance en eux (...)* le danger est que la direction du PC trouve « *qu'il faut savoir terminer une grève* » (...) Et cela, c'est le danger principal qui menace les travailleurs, car cela se traduirait immédiatement ou dès le lendemain des élections par une déception et une démoralisation encore pires que celles suscitées par la pseudo-victoire de juin 1981 ».

Là donc où le rédacteur de LO voyait « **le danger principal** », Lantier ramenait à la surface d'entre les lignes un **tout bénéfice**.

Puisqu'on en est d'entrée aux « **conclusions essentielles** » de notre analyse, passons à la lecture ordinaire de la conclusion finale de l'ensemble de l'article de LO :

« *Il faut comprendre vite, car la classe ouvrière française ne résistera pas à de nouvelles désillusions (...)* Il est temps que (les travailleurs révolutionnaires) se ressaisissent et comprennent que leurs seuls alliés possibles dans cette période seront les travailleurs les plus combattifs eux-mêmes, mais qu'il est tout juste temps de donner la possibilité à ces derniers d'organiser leurs luttes de façon à en tirer le juste profit, avant que le PC les enchaîne à son char électoral ». Point final.

Le lecteur ordinaire aura compris que LO conclut de son analyse qu'il est d'autant plus urgent pour les militants révolutionnaires de se mettre en situation d'arracher la direction des luttes aux stalinien quand bien même ceux-ci les auraient suscitées au départ. Jean Lantier, lui,

apprend aux lecteurs de *Rouge* qui n'auraient pas d'autres sources d'information, que LO en conclut qu'il faut désormais « **aider le PC dans sa tâche** », tant son virage vers les luttes est « **profitable pour la masse des travailleurs combattifs et des militants ouvriers** ».

Lecture Lantier :

« La première conséquence d'une telle analyse est de relativiser l'orientation qui donnait la priorité absolue aux comités de grève (...). Cette fois, dans l'article de l'hebdomadaire, les comités de grève sont présentés comme un objectif particulièrement difficile à atteindre : « **Mais cela ne se fait pas tout seul. Les travailleurs n'ont pas le temps d'apprendre au cours même des luttes comment il faut faire. On l'a vu à Talbot...** » (...) Au lieu de s'accrocher systématiquement à la création de comités de grève, il faut aider les militants PC et CGT « **auxquels leur direction n'a pas encore réussi à insuffler confiance et dynamisme, à prendre le tournant décrit plus haut** ». »

Lecture ordinaire :

La citation reprise par Lantier « *Mais cela ne se fait pas tout seul... on l'a vu à Talbot...* » se terminait de la façon suivante : « *On l'a vu à Talbot, lorsque les travailleurs de la CGT se sont sentis trahis par leur direction syndicale et ont cherché à créer un comité de grève : ils n'ont pas su comment le créer, comment le mettre en place, comment le faire fonctionner. Ils n'ont pas trouvé, ni parmi eux, ni autour d'eux, des militants ayant cette volonté ou cette expérience et susceptibles de les aider à la réaliser* ».

Le lecteur ordinaire aura compris que le rédacteur de LO déploierait précisément qu'à Talbot ne se soit trouvé aucun militant révolutionnaire parmi ou autour des ouvriers déçus, ayant l'expérience ou la volonté d'aider à créer ce comité de grève. Lantier, lui, annonce à qui veut le croire que LO, désormais, déclarait que les comités de grève étaient secondaires... puisqu'ils ne se font pas tout seuls !

Alors, de deux choses l'une. Ou bien Jean Lantier est un fervent adepte de la lecture trop rapide. Mais s'il a cru ainsi accélérer la discussion politique entre nos deux organisations, il ne contribue guère à la faire avancer ! Ou bien, à la manière de ces critiques d'art néophytes qui rajoutent d'abord des moustaches à la Joconde pour déclarer ensuite qu'elle était sans doute un homme, Jean Lantier a crayonné au préalable une fausse barbe et des lunettes noires à l'analyse de LO, pour pouvoir ensuite la démasquer plus aisément ! C'est, certes, un procédé polémique fort employé, mais qui n'a pas encore fait la preuve qu'il favorisait la réflexion politique de l'utilisateur.

Alors, effectuer un puéril montage de citations tronquées, entre-

coupées d'interprétations erronées, pour arriver à faire dire à un texte le contraire de ce qu'il exprime, est un procédé qui malheureusement porte un nom dans la littérature du mouvement ouvrier. Cela ne contribue pas à persuader nos camarades que, comme nous l'écrivait la Ligue par ailleurs, nos rapports tranchent par leur honnêteté sur les mœurs généralement en vigueur dans le mouvement ouvrier actuel.

Ce type de méthodes est indigne du respect qu'un rédacteur de *Rouge* devrait avoir pour ses lecteurs, car c'est à eux qu'il nuit, car c'est eux qu'il peut tromper. Pas nous ! Mais si cela nous choque, c'est parce que cela nuit à l'ensemble de notre mouvement.

Alors, nous serons sérieux pour deux, et nous considérons cet article comme nul et non avenu, et certainement pas comme une contribution à la discussion entre nos deux organisations.

S'il veut participer à cette discussion, sérieusement, et pour les camarades de LO et pour ceux de la LCR, le camarade Lantier devra changer de méthodes. Parce que la discussion politique sur ce que doit être notre intervention à l'heure actuelle dans la classe ouvrière, nous devrons l'avoir.

Et en trafiquant volontairement ou pas le sens d'un texte, en prétendant en rendre compte (car il ne s'agit pas là d'une erreur d'interprétations, tout le monde pourra en être juge), Lantier ne fait que masquer le domaine où la discussion du problème posé par notre article devrait se conduire. Lantier aurait-il déplacé la divergence pour mieux cacher là où elle se trouve ? Nous ne le croyons pas si machiavélique. Le fait de n'avoir pas compris n'excuse pas ses procédés, mais c'est sans doute de cela qu'il s'agit.

Car le problème, celui qu'il faudra discuter, et que Lantier n'arrive tout simplement pas à imaginer, c'est que quand nous nous contentons de décrire les objectifs actuels du PC et de la CGT, nous ne soyons pas tenaillés par un besoin urgent de choisir une centrale contre une autre.

Et pourtant non ! Nous ne nous soucions pas de cela. Car il se trouve que notre unique préoccupation politique est d'indiquer aux militants ouvriers révolutionnaires confrontés dès aujourd'hui dans les entreprises au virage du PC, et à ceux qui le seront dans les mois à venir, une politique qui leur permette d'intervenir de façon autonome. AUTONOME, oui, nous le répétons à l'intention de Lantier.

Car c'est exclusivement de cette intervention autonome que nous discutons tout au long de l'article de LO, comme la plupart de nos lecteurs l'avaient évidemment compris. Mais il faut croire que l'intervention autonome de militants ouvriers révolutionnaires pour arracher la direction des mouvements revendicatifs au PCF est un concept trop exotique pour Lantier, lui qui ne réussit pas à s'en rendre compte quand il en est question sur deux pages.

Roger GIRARDOT

A propos des relations Lutte Ouvrière Ligue Communiste Révolutionnaire

Lutte Ouvrière a décidé d'accepter les propositions formulées par la LCR dans une lettre qu'elle nous a adressée récemment et qui sera intégralement publiée avec notre réponse dans le prochain numéro de *Lutte de Classe*.

Certes, nous ne voyons pas d'intérêt, aujourd'hui, au lancement d'un « appel national de militants et de travailleurs » dont nous ne pensons pas qu'il puisse avoir plus de succès que l'an dernier — puisque ce qui manque pour les militants syndicalistes, PS ou PC, à la recherche d'une alternative, ce ne sont ni les idées, ni les plans d'action, ni les mots d'ordre, ni les appels, c'est une force à laquelle se rallier, force que ni Lutte Ouvrière, ni la LCR ne représentent encore de façon suffisamment crédible.

La tâche prioritaire de la période nous semble justement de travailler à ce que nos deux organisations se retrouvent ensemble à la tête d'un

nombre suffisant de luttes de la classe ouvrière et ainsi de permettre aux révolutionnaires d'apparaître comme une force avec laquelle il faudra compter.

Nous souhaitons donc, comme la LCR, la multiplication des rencontres entre les militants de nos deux organisations afin de discuter de nos activités respectives et rapprocher nos façons d'intervenir dans les luttes de la classe ouvrière.

En ce qui concerne les apparitions publiques communes de nos deux organisations, illustrant leurs rapports privilégiés, nous acceptons bien entendu d'organiser en 1985 une fête commune, comme nous l'avions déjà fait en 1979 et 1983, dont les modalités pratiques sont maintenant à mettre sur pied et nous proposons à la LCR de multiplier nos apparitions communes en les étendant par exemple à l'organisation en commun de réunions publiques telles que le

Cercle Léon Trotsky à Paris, et en province.

Dans le même ordre d'idées nous réitérons notre proposition de publier un hebdomadaire commun qui pourrait naître de la fusion de nos hebdomadaires respectifs.

Tout en acceptant, bien sûr, de mener un débat public avec la LCR dans *Critique Communiste* et *Lutte de Classe*, nous souhaitons que les discussions soient menées aussi dans les hebdomadaires de chacune des organisations sous forme de « pages communes ».

En résumé, nous partageons tout à fait le jugement positif de la LCR sur les rapports privilégiés qu'établissent nos deux organisations, et tout comme elle, nous souhaitons renforcer l'intervention des révolutionnaires et travailler à rassembler les conditions d'une véritable unification de nos forces militantes.

GUADELOUPE

Arrestation d'un militant indépendantiste

Le militant indépendantiste guadeloupéen Luc Reinette a été arrêté en Guadeloupe mardi dernier. Principal responsable du Mouvement pour une Guadeloupe indépendante (MPGI), il était accusé d'avoir participé à plusieurs attentats, dont l'attentat contre les locaux de Radio-Caraïbe en septembre 1983. Il faisait depuis lors l'objet d'un mandat d'arrêt.

Malgré un renfort important envoyé spécialement dans l'île pour surveiller les milieux indépendantistes, la police n'était pas arrivée en plus d'un an à lui mettre la main dessus. Alors son arrestation aujourd'hui semble surtout confirmer une chose : que ceux qui militent là-bas pour l'indépendance et la fin de la domination colonialiste rencontrent soutiens et appuis dans la population guadeloupéenne. Assez, en tout cas, pour échapper aux recherches pendant des mois sur ce territoire pourtant pas très vaste. Ce qui en dit long sans doute, sur les sentiments réels d'au moins une partie de la population vis-à-vis de l'Etat français !

CONVERGENCE 84

Il ne suffit pas de marcher, il faut aussi savoir contre qui

C'est le 3 novembre que de Marseille, de Roubaix, de Toulouse, de Strasbourg, de Brest, les jeunes, et quelques moins jeunes, sont partis en mobylette pour se retrouver à Paris le 1^{er} décembre où ils ont annoncé qu'ils défileraient derrière des pancartes : « Ensemble pour l'égalité », « Ni rejet, ni assimilation, pour une nouvelle citoyenneté », « Tous citoyens de France quelle que soit votre nationalité » et « Ils parlent tous d'insertion, ils préparent notre expulsion ». Ils invitent d'ailleurs tous les habitants à se joindre à ce « carnaval-jéfilé », comme ils l'appellent eux-mêmes.

Tous, qu'ils soient Maghrébins, Portugais, Africains, Antillais, Asiatiques ou Français, veulent « rouler pour l'égalité ».

Convergence 84, qui a organisé cette « longue marche » à deux roues, dénonce l'inégalité dans les conditions de vie, la discrimination que subissent tous ceux qui n'ont pas la nationalité française et proclame la richesse du mélange des cultures qui font la France actuelle. Enfin Convergence 84 réclame la citoyenneté pleine et entière pour tous.

Dans un tract, Convergence 84 explique : « La crise provoque la peur. C'est pourquoi beaucoup de gens deviennent intolérants. La classe politique est sensible à cette évolution : les uns durcissent leurs positions, les autres cèdent petit à petit à ce climat. Cette situation suscite des attitudes de haine et entretient, de fait, des conflits stériles ».

Que les hommes politiques de droite et d'extrême-droite tablent

de plus en plus dans leurs déclarations et leurs discours sur les sentiments xénophobes ou racistes, c'est vrai. Et que des hommes politiques de gauche, de peur de perdre quelques voix avec la résurgence de ce climat réactionnaire, soient prêts à s'asseoir sur leurs principes proclamés, c'est tout aussi vrai. On peut même dire qu'à plusieurs reprises le gouvernement de Mitterrand n'a pas hésité à jouer sur ces sentiments dans une partie de la population pour la monter contre des grévistes quand ceux-ci étaient des immigrés. Il est vrai aussi qu'il a même essayé de diviser les travailleurs immigrés entre eux en mettant d'un côté ceux qui sont « en règle » et d'un autre ceux qui ne le sont pas.

Les hommes politiques qui défendent les intérêts des patrons, même si c'est de manière différente, se sont toujours servis des sentiments xénophobes pour diviser les travailleurs. Et si la crise s'aggrave et si les travailleurs commencent à montrer leur mécontentement de manière plus déterminée, on peut être sûr que le patronat essaiera encore davantage de jouer sur ces clivages pour inciter les travailleurs à s'opposer entre eux et éviter ainsi qu'ils retournent leur colère contre leurs véritables exploités.

Mais pour abattre les discriminations et les inégalités, ce que prétend faire Convergence 84, il ne suffit pas de bonne volonté. C'est la société d'exploitation capitaliste qui les engendre, c'est celle-ci qu'il faut supprimer et à ses tenants qu'il faut s'atta-



Manifestation contre le racisme à Toulouse en Février 1984 - (AFP)

quer : les patrons, à qui les discriminations et les inégalités profitent, les politiciens et les journalistes qui les diffusent, la justice et la police qui les appliquent, l'administration qui les gère et le gouvernement qui les orchestre ou les couvre.

En posant le problème de l'inégalité, Convergence 84 pose un problème éminemment politique, un problème de société. La contradiction c'est qu'en même temps Convergence 84, sous prétexte qu'elle se méfie, certaine-

ment en partie à juste titre, des récupérations pas très honnêtes, se veut apolitique et insiste là-dessus.

Mais tous les problèmes importants sont politiques, qu'on le veuille ou non. Malgré leur refus affirmé de la politique, les jeunes des Minguettes qui se trouvaient à la tête de « la marche pour l'égalité contre le racisme » l'année dernière n'y ont pas échappé. Mitterrand a pu s'offrir une publicité à bon compte en les recevant à l'Elysée

et cela ne lui a coûté que « l'effort » de « se pencher sur leurs problèmes » sans qu'il en sorte grand-chose.

Tant qu'ils se contenteront d'organiser des marches pour exprimer leur volonté de voir les choses changer mais aussi leur refus de se mêler de politique, les organisations et participants de Convergence 84 risquent d'obtenir au mieux ce qu'ils avaient déjà obtenu l'année dernière : des promesses.

Joëlle GERARD

□ THOMSON-Téléphone

Manifestations contre les suppressions d'emplois

Des licenciements sont prévus dans la téléphonie, ou plus exactement des « suppressions d'emplois », en particulier dans le groupe Thomson-Téléphone, qui dépend désormais de la CGE et voudrait se débarrasser de quelque 1 500 travailleurs d'ici un an.

A l'initiative des syndicats, et en tout premier lieu du plus influent d'entre eux, la CGT, diverses journées de débrayages et manifestations ont eu lieu depuis l'annonce du plan de licenciements, et une journée de manifestation de toute la téléphonie était organisée le 7 novembre. Une manifestation rassemblait, dans les rues de Paris, du siège du CNPF, place des Ternes,

jusqu'à celui de la CGE, rue de la Boétie, quelque 6 000 travailleurs de divers trusts de la téléphonie : Thomson-Téléphone, CIT, CGCT, LTT.

Les manifestants, dans leur grande majorité, furent à la fois contents de s'être retrouvés nombreux venus de divers coins de la France, et à la fois insatisfaits de n'avoir pu, en fin de manifestation, se rendre jusqu'à Matignon. Beaucoup avaient en tête d'aller y faire entendre leur protestation, conscients que les responsables de la politique de licenciements n'étaient pas seulement les directeurs des trusts mais aussi les ministres — et en particulier le Premier d'entre eux —, patrons des

entreprises nationalisées de la téléphonie.

A l'établissement de Colombes, à la suite de cette manifestation, plusieurs dizaines de travailleurs prirent l'habitude de se réunir assez souvent le midi, après le repas, pour discuter ensemble — syndiqués CGT, syndiqués CFDT ou non syndiqués — de la suite à donner à leur mouvement. Quoi faire ? Une nouvelle manifestation qui irait cette fois jusqu'à Matignon, à l'occasion par exemple du

CCE à venir, qui devait se réunir le 26 novembre ? Ou plutôt des actions dites « spectaculaires » qui permettraient que la grande presse, la radio et la télé parlent des problèmes des travailleurs de la téléphonie ? Beaucoup tenaient à ce genre d'actions. Certains parlaient aussi de la grève générale nécessaire de toute la téléphonie, mais le climat général n'en est pas là.

Pour la grande majorité des travailleurs des divers établissements concernés par les suppressions d'emploi, le mécontentement est grand, il s'exprime, ce n'est pas la résignation mais le sentiment général est qu'il est difficile, dans le contexte général de crise qui sévit partout, de résister à la politique patronale.

Alors c'est plutôt l'idée d'une nouvelle manifestation et d'une nouvelle journée de débrayage, au moins pour les centres Thomson-Téléphone de Colombes et Boulogne, qui a fait son chemin. Et l'idée qu'elle soit marquée par une action un peu spectaculaire : le déploiement de grands calicots « non aux licenciements » sur un édifice public. L'Arc-de-Triomphe à Paris fut finalement choisi.

La CGT et la CFDT se rallièrent aisément à cette idée qui recueillait les suffrages de la majorité des quelque cent travailleurs qui voulaient marquer le coup à l'occasion du nouveau CCE. Les syndicats prirent en charge l'organisation de l'action.

Et le 26 novembre, donc, après un rassemblement à Colombes, en assemblée générale, quelque 250 travailleurs portaient, en train puis métro jusqu'à la place de l'Etoile, tandis que les porteurs de calicots à suspendre, le sac au dos, déguisés en touristes, les avaient précédés à un petit contingent d'une vingtaine.

Sur le quai de la gare St-Lazare, les grévistes de Colombes retrouvaient ceux de Boulogne ; et accompagnés de sifflets, de slogans criés, portaient

allègrement pour l'Arc-de-Triomphe.

Voici comment le Comité d'organisation des travailleurs de Boulogne, qui regroupe un certain nombre de travailleurs syndiqués CGT ou CFDT ou non syndiqués, bien décidés à organiser la riposte à l'offensive patronale dans la téléphonie, rapporte la manifestation du 26 novembre :

« Nous n'étions pas tout seuls puisque, avant même la manifestation Place de l'Etoile, les émissaires casqués du ministre de l'Intérieur étaient là et ne nous ont plus quittés d'une semelle.

Ce fut cependant une réussite puisque, au nez et à la barbe des CRS, deux banderoles furent déployées du haut de l'Arc de Triomphe avec « Non aux licenciements », créant au passage quelques bouchons d'automobiles.

Une tentative de descendre les Champs-Élysées fut aussitôt arrêtée par les gendarmes et nous prîmes un autre circuit pour aller vers Europe 1, Antenne 2 et RTL.

Pendant ce temps-là, tout près de là, se tenait la réunion du CCE au sujet du plan industriel et où siégeaient tous les syndicats. En fin de matinée et moins nombreux, nous nous rendions devant le lieu de réunion. Oui ! Vous avez deviné... les CRS étaient encore là. En fin de compte, seule la délégation CGT est sortie pour nous dire en substance : rien à faire. La direction refuse de discuter de nos propositions et de la sauvegarde de l'emploi... »

A Colombes, les travailleurs revinrent seulement en milieu d'après-midi dans l'entreprise, contents mais fourbus. Ils avaient marqué le coup.

Certes, il en faudra bien d'autres, et des actions probablement plus massives, pour faire céder la direction. Il y a encore du pain sur la planche, ce n'est qu'un début... Mais beaucoup sont décidés à lui donner une suite.

Correspondant LO



GREVE DES MINEURS DE FER

La direction reste sur ses positions

Alors que les mineurs de fer sont en grève générale depuis le 19 novembre, une réunion tripartite entre la direction de Sacilor, le gouvernement et les représentants syndicaux s'est tenue à Paris mercredi dernier. Le gouvernement ne veut pas s'engager et renvoie la balle à la direction de Sacilor. La direction, quant à elle, refuse de remettre en cause le plan acier : cinq mines seront fermées dans les mois qui viennent, s'ajoutant aux onze fermetures déjà effectuées depuis 1981. Cela entraînera 800 nouvelles suppressions d'emplois.

Toutefois, un sursis de deux mois est accordé pour permettre « le bon déroulement des négociations ». Négocier quoi ? On se le demande, puisque tout est déjà décidé ! La direction espère sans doute gagner du temps et désamorcer la grève.

Depuis le début, elle mise sur l'isolement des mineurs essayant même de monter contre eux les sidérurgistes. Dans une lettre adressée aux ingénieurs et largement publiée dans *Le Républicain Lorrain*, la direction de Sacilor déplore le fait que les mineurs persistent à bloquer les wagons de minerai qui alimentent les hauts fourneaux de Solac, provoquant ainsi l'arrêt des installations. « La poursuite du conflit, déclare-t-elle, pourrait avoir des conséquences inévitables sur l'ensemble de la Sidérurgie ». Une partie du person-

nel de Solac a déjà été mis en chômage technique et la direction menace de lockouter l'ensemble des travailleurs.

Chez les sidérurgistes, les réactions sont assez mitigées. Si certains sont inquiets, et peu favorables aux blocages des mineurs, d'autres se rendent bien compte qu'il s'agit de la même lutte : suppressions d'emploi dans la sidérurgie et fermeture de mines vont de pair. D'ailleurs un tract de la coordination CGT des mines s'adressant à « nos frères sidérurgistes » a été diffusé par les délégués de Sacilor-Solac qui ont également intercepté et déversé aux portes de Gandrange un chargement de minerai étranger, en solidarité avec les mineurs. Mais à aucun moment une action n'a été envisagée pour permettre aux mineurs d'entrer en contact directement avec les sidérurgistes et d'expliquer le sens de leur grève et tenter ainsi d'étendre la grève à l'ensemble de la région.

Il faut dire que depuis le début de la grève, tout passe par les délégués CGT.

La grève générale a été décidée au cours d'un congrès des militants CGT à Piennes, le samedi. Et la plupart des mineurs l'ont appris, soit par le journal le dimanche, soit le lundi matin en arrivant au travail. « C'est la grève », leur ont dit les délégués. On prend les engins et on va occuper le siège de Lormilles. Arrivés là,

ils ont cassé la croûte pendant que les responsables CGT (seul syndicat présent) se réunissaient et prenaient toutes les décisions concernant le déroulement de la grève. « Tel délégué sera responsable de la surveillance des engins, tel autre s'occupera de la propreté des lieux, tel autre encore du blocage de la voie de chemin de fer... ». Ils ont décidé de bloquer la voie alimentant la Solac, qui utilise du minerai étranger, mais pas Sacilor qui se sert de « bon minerai lorrain ».

Et à aucun moment, dans la suite du conflit les mineurs n'ont pu se retrouver ensemble : répartis sur les différents points de blocage à trois équipes différentes qui se relayent, ils ne pouvaient se voir tous. Au début, une assemblée générale était prévue chaque jour à 17 h pour faire le point, mais elle n'a pas eu lieu.

Le sentiment de bon nombre de grévistes est qu'il aurait fallu « étendre les actions » et aller bloquer jusqu'à Sacilor pour faire quelque chose de plus spectaculaire.

Aujourd'hui, après l'échec de la réunion tripartite, la CGT propose aux mineurs de faire le point sur les piquets. L'intransigeance de la direction ne semble pas avoir entamé la détermination des grévistes. « Nous avons été trompés trop de fois. Maintenant, il faut tenir ! » disent la plupart.

Correspondant LO

□ HOUILLERES DE LORRAINE :

Accidents mortels en série !

Rentabilisation et suppressions d'emplois...

Les Charbonnages ont programmé en mars dernier six mille suppressions d'emplois pour 1984 : plus de 10 % des effectifs en un an ! Sur les seules houillères de Lorraine, ce sont six cents emplois qui auront été supprimés dans l'année. Ces suppressions ont été accompagnées d'un redéploiement de la production pour rentabiliser l'exploitation.

Ainsi, le puits de Sainte-Fontaine, fermé en 1972, réouvert en 1979 après de coûteux travaux, sera définitivement fermé. La production est concentrée sur les puits les plus « performants », qui doivent devenir encore plus productifs.

... au détriment de la sécurité

Cet accroissement de la rentabilité se fait au détriment de la sécurité : six accidents mortels depuis le début de l'année !

Le 30 octobre, un éboulement au puits Reumaux, à Merlebach, avait enseveli un porion et avait fait un blessé grave. C'était déjà le quatrième accident mortel aux Houillères du Bassin de Lorraine depuis le début de 1984. Le délégué mineur mettait aussitôt en cause l'insuffisance du personnel, trois cents mineurs de Reumaux ayant déjà été mutés. L'ingénieur avait d'ailleurs dû, ce jour-là, demander aux travailleurs postés du matin de rester l'après-midi pour combler le manque d'effectif !

L'accident s'est produit lors des travaux de préparation de la veine Irma, dont la direction veut à tout prix démarrer l'exploitation le 2 janvier. « C'est la première fois que je vois une aussi grande ouverture dans une veine faillée », affirme le délégué, qui dénonce



le rendement qui prime sur la sécurité. « Bien sûr, commencer tout de suite avec une ouverture énorme, ça économise des postes... ».

La productivité avait considérablement augmenté au puits Reumaux les derniers mois, la direction économisant sur le personnel, qu'elle pousse au rendement maximum, et sur le matériel.

Accidents en chaîne

Cette politique de rentabilisation, la direction la mène sur tous les puits.

Quatre jours plus tard, le 3 novembre, au puits Wendel, à Petite-Rosselle, alors que deux mineurs étaient en train de reprofiler la base d'une taille, à l'aide d'un petit engin sur chenilles, un container est arrivé

brusquement par le monorail, heurtant violemment à la tête le conducteur de l'engin, tué sur le coup !

Le puits Wendel est l'un des plus touchés par les compressions de personnel.

Enfin le 21 novembre au puits Simon (à Forbach) un électromécanicien a été grièvement blessé lors du déraillement d'une berline. Il devait succomber à ses blessures.

Le puits Simon est celui qui, avec La Houve et Vouters, doit devenir l'un des points forts du bassin, un modèle pour la nouvelle politique de la direction. En attendant, il aura été le siège du sixième accident mortel dans l'entreprise depuis le début de l'année.

Six morts pour que vive le profit !

□ CHU CHARLES NICOLLE : (Rouen)

Un bon point pour la direction

Ça y est, la direction a trouvé la solution pour rendre le parking Martainville plus sécurisant.

Après s'être aperçue que les rôdeurs ne passaient jamais par la rivière, et pour cause, elle a décidé d'entourer d'eau le parking.

C'est déjà fait sous le pont près de la sortie. Un petit lac d'une vingtaine de centimètres de profondeur barre l'accès sur toute la largeur. Lorsqu'il pleut seulement, direz-vous ! Mais cela arrive de temps en temps à Rouen.

Solution originale s'il en est, et efficace, car un couple de crocodiles serait en commande pour le cas où les rôdeurs deviendraient téméraires...

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière du CHU Charles Nicolle (Rouen).

□ RHONE-POULENC (Pont-de-Claix, Isère)

Silence on tourne !

A Rhône-Poulenc Pont-de-Claix, un atelier produit depuis 1952 du lindane, un insecticide extrêmement dangereux. L'entreprise a agrandi l'atelier pour porter la capacité de production à 4 000 tonnes par an, soit la moitié de la production mondiale. En juin 1981, Rhône-Poulenc avait obtenu l'autorisation préfectorale pour cette extension. Mais en août de la même année, l'association Les Amis de la Terre présentait une requête pour obtenir l'annulation de cette autorisation d'extension, invoquant les arguments suivants : dans son dossier, la direction n'a pas respecté la loi de 1976 l'obligeant à présenter une étude d'impact, c'est-à-dire une étude sur d'une part les conséquences possibles de cette extension sur l'environnement, et d'autre part sur les mesures envisagées pour offrir au voisinage toutes les garanties de non-risque supplémentaire de pollution.

En octobre 1984, Les Amis de la Terre ont gagné leur procès, ce qui devrait entraîner l'annulation de l'autorisation d'extension de l'atelier lindane, qui de toute manière fonctionne depuis maintenant trois ans.

Mais les seuls changements survenus à l'usine depuis le procès eurent lieu lorsque la télévision est venue faire un reportage sur le lindane. Deux jours avant c'était le branle-bas de com-

bat. Une entreprise de nettoyage était chargée du lavage des sols et des abords de l'escalier. Ça brillait comme un sou neuf, les fûts de résidus qui traînaient habituellement étaient soigneusement empilés, hors de vue des caméras. Et les 14 et 15 novembre, quand la télé est arrivée, Rhône-Poulenc avait arrêté la production de l'atelier de xylochimie, préférant offrir aux téléspectateurs un arrière-plan de montagnes plutôt que de fumées.

Mais ce soudain intérêt des médias pour le lindane et pour l'environnement à Pont-de-Claix ne doit pas faire oublier que dans la même usine, l'atelier des urées carbamates (en pleine extension lui aussi), fabriquant des désherbants sélectifs, relâche 400 tonnes de produits nocifs dans l'atmosphère par an ; qu'actuellement un bac de 1 500 mètres cubes ayant contenu un mélange soude et sel est en nettoyage et ce sont des dizaines de tonnes de sel décanté qui sont ainsi dissoutes et rejetées dans le Drac, car cela coûte paraît-il trop cher de les récupérer pour les réutiliser dans les installations ; qu'il y a quelques mois, à l'usine Atochem de Saint-Auban, dans les Alpes-de-Haute-Provence, un incident dans la structure de fabrication d'HCH (la matière première du lindane) avait pollué la Durance.

Correspondant LO

□ HOPITAL DE RAMBOUILLET :

Ouverture d'un nouveau service... sans les effectifs

Jeudi 22 novembre, le nouveau service de maison de retraite était inauguré en présence d'une centaine d'invités. Il y avait bien sûr des personnalités du Conseil d'administration, des chefs de service, des surveillantes mais aussi un commissaire de police, des agents des renseignements généraux, un capitaine des pompiers ainsi que le commandant du 501^e régiment basé à Rambouillet !

Et tout ce beau monde de se féliciter de la beauté du nouveau service, du matériel neuf adapté aux besoins des personnes âgées. Une ombre tout de même à ce tableau : la situation du personnel, elle, n'a guère changé, au contraire même, puisque la suppression d'un poste d'aide-

soignante n'améliore guère les conditions de travail.

C'est d'ailleurs avec cette équipe restreinte que nous avons dû assurer non seulement les soins et l'entretien dans l'actuel service, mais encore décaper le nouveau pavillon et, le jour de l'inauguration, donner un dernier coup de serpillière avant l'arrivée des invités.

Une bonne partie de l'équipe n'a pas assisté à la cérémonie, sans toutefois marquer publiquement son opposition. Cependant deux employés ont distribué un tract pour dire que derrière les beaux murs et le matériel clinquant neuf, les problèmes du personnel sont toujours là.

Correspondant LO



□ RENAULT-BILLANCOURT

Une semaine de grève au contrôle de l'île Seguin

Du vendredi 16 novembre à ce lundi 26 novembre un mouvement de grève au service contrôle a paralysé les chaînes de montage de l'île Seguin.

De fait, les chaînes se sont retrouvées bloquées et ce ne sont que quelques dizaines de R4 et de Supercin qui ont été fabriquées dans cette période.

Le mouvement est parti du ferrage et a gagné les différents secteurs de contrôle des chaînes : Peinture, Sellerie, Mécanique, Finition et Essais. Les contrôleurs sont disséminés sur les chaînes et sur cinq étages et il est rare qu'ils se retrouvent ensemble pour mener un mouvement de grève. Cette fois-ci, ce sont environ 150 contrôleurs qui revendiquaient la suppression des coefficients les plus bas, les promotions

vers le P1 et le P2, la création du P3 et une certaine unité dans les salaires pour un même travail.

Tout au long de la semaine, la direction a usé de ses moyens habituels pour tenter de briser la grève : refus de discuter, envoi d'huissiers et, en dernier lieu, procédure de référé pour une expulsion et menaces de sanctions voire de licenciements.

Au bout du compte, la direction a dû remballer toutes ses menaces et céder en grande partie sur les revendications.

Un nombre important de formations et de passages d'essai P1 et P2 est désormais prévu dans un délai de neuf mois ; il est créé une filière P3 ; les essais professionnels seront simplifiés ; l'accès à un indice exceptionnel sera systématisé



pour l'ensemble des essayeurs d'ici à deux ans.

Côté sanctions : la direction abandonne sa procédure de référé dans laquelle elle avait assigné 68 travailleurs, dont une vingtaine de délégués CGT et CFDT, y compris le secrétaire général de la CFDT et un secrétaire CGT.

Pas de licenciements ni de mises à pied, mais simplement une mise en garde du directeur du Centre

industriel de Billancourt, M. Vacher, aux 68 intéressés sur les actes illégaux consistant à bloquer les chaînes — une façon de ne pas perdre la face en quelque sorte.

En dernier lieu, la direction céda 30 % sur le paiement des heures de grève. C'est après un défilé combatif et assez joyeux aux cris de « On a gagné » que les contrôleurs ont repris le travail.

Correspondant LO

□ SEITA (Lille)

Suspension du mouvement

Après six semaines de grève, la CGT a décidé d'appeler les 120 ouvriers professionnels de la SEITA de Lille à suspendre leur mouvement.

Pourtant, aucune de leurs revendications n'a été acceptée ni par le ministère de tutelle (ministère du Budget), ni par la direction générale. Le ministère maintient sa volonté de remettre en cause le statut du personnel de la SEITA ; la direction générale, elle, maintient la remise en cause du déroulement de carrière. Seule concession de la direction : le chômage technique, où elle a mis les 500 OS pendant 15 jours, sera payé non pas à 30 % mais à 50 %.

Mais six semaines de grève sans salaire, c'est dur. Et des ouvriers professionnels, que cette grève mettait dans une situation financière insupportable, reprennent le travail. Aussi, pour éviter que le mouvement n'aille en s'effilochant, la CGT a appelé à la reprise mardi 27 novembre.

Cependant, ils bloquent toujours la livraison et si, aujourd'hui, des cigarettes sont fabriquées, elles ne peuvent être que stockées, les ouvriers professionnels empêchant tout chargement. Dès qu'un camion apparaît, ils se regroupent au sas de chargement.

Combien de temps cela va-t-il durer ? Nul ne le sait. Mais tant qu'ils interdisent les livraisons, les ouvriers professionnels ont bon espoir.

Correspondant LO

□ CLECIM (Creusot-Loire Saint-Chamond)

Tragique loterie

A CLECIM, dans le hall de la Chaudronnerie, mercredi 21 novembre, une pièce de 3 tonnes que venaient de déplacer deux traceurs a perdu son équilibre et est tombée sur l'un d'eux. Par chance, une autre pièce a empêché qu'il soit écrasé mais il a tout de même une fracture ouverte à la jambe et des fractures au bassin. Ce traceur, intérimaire, était arrivé la veille dans l'atelier et aidait un autre traceur à manutentionner cette pièce. Car ce jour-là, dans toute la Chaudronnerie, il n'y avait aucun amarreur. Les 45 chaudronniers de l'atelier devaient se débrouiller comme ils pouvaient pour déplacer les pièces qui font souvent plusieurs tonnes. Qu'un traceur, de plus intérimaire, arrivé la veille dans l'atelier et donc peu habitué aux dangers de la manutention de telles pièces, fasse ce genre de manœuvre, ne semblait pas étonner les responsables de l'atelier. Le chef d'atelier a d'ailleurs justifié à sa manière l'absence d'amarreur : « Je suis tenu par mon budget », a-t-il dit à la réunion du CHS. Il y a un an et demi, un machiniste de l'atelier voisin, Mécanique B, avait été coincé entre deux pièces de 3 tonnes. Là aussi, il aidait un pontonnier car il n'y avait pas d'amarreur : il était mort de ses blessures.

Deux accidents aux causes similaires : un compagnon remplace un amarreur pour que le

travail se fasse tout de même et parce que la direction de CLECIM refuse d'avoir trop d'« improductifs »...

Il faut dire que, côté économie, elle est forte. Le 22 octobre, la locomotive qui tirait trois wagons dont l'un transportait une pièce de 75 tonnes s'est emballée, a traversé l'usine à pleine vitesse et s'est arrêtée 300 mètres trop loin dans le pilier d'un atelier. Rien d'étonnant : aucun des wagons du transport par voie ferrée n'est équipé de frein et le conducteur, qui n'avait qu'une autorisation de conduite provisoire, n'aurait dû conduire qu'en « doublure ». Cet accident a mis en évidence de graves lacunes : un aiguillage de sécurité avait été remplacé par un aiguillage normal. Une voie, non neutralisée par un butoir, débouchait sur une baraque de stockage de propane. De plus, sur la voie principale stationne régulièrement le camion qui livre le propane.

Ce jour-là, c'était jour de chance, et ce qui aurait pu être une catastrophe se termina seulement par des dégâts matériels. La locomotive fut complètement mise hors d'usage mais le conducteur sortit indemne du tas de ferraille !

Un jour la chance, un jour pas de chance. De cette loterie les travailleurs sortent perdants, et tout cela à cause de sordides économies.

Correspondant LO

□ CREDIT-LYONNAIS (Plessis-Robinson)

Une employée meurt au cours d'un hold-up

Le vendredi 23 novembre, les employés du Crédit Lyonnais étaient appelés à faire grève. FO appelait à une demi-journée et les autres syndicats à cesser le travail au minimum une heure à partir de 15 h 30.

Il s'agissait, suite à la mort de l'une de nos collègues au cours d'un hold-up, de protester contre l'insuffisance des mesures de sécurité dans les agences.

La semaine précédente, le vendredi 16, l'agence PR (Plessis-Robinson, en banlieue parisienne) avait été attaquée et, dans des circonstances encore mal établies, une jeune guichetière était morte. Or, cette agence avait déjà été agressée en mai dernier. La direction avait alors placé un vigile à l'entrée de l'agence... jusqu'à fin octobre où, par mesure d'économie, elle l'avait retiré.

De même, l'installation d'un sas de sécurité n'avait été programmé que pour... 1985, pour des raisons budgétaires !

Aussi l'émotion était-elle grande, tant dans le groupe d'agences de cette banlieue

que dans le reste du Crédit Lyonnais lorsque ces faits furent connus.

En effet, rien qu'en région parisienne, il y a chaque semaine entre trois et quatre hold-up au Crédit Lyonnais et certaines agences ont déjà été touchées 2, 3 ou 4 fois.

De nombreux employés sont traumatisés et le problème de la sécurité les préoccupe.

La direction ne doit pas avoir la conscience tranquille car de nombreuses pressions ont été exercées pour que le personnel d'agences renonce à faire grève. Ici, tel directeur disait qu'il accorderait des permissions à ceux qui souhaitaient aller à l'enterrement, à condition que les autres maintiennent l'agence ouverte. Certains directeurs organisèrent des minutes de silence en espérant que cela suffirait au personnel et calmerait son indignation. Dans le groupe de l'agence PR, la direction n'eut de cesse que les agences ne soient pas fermées pour la journée.

Malgré cela, de nombreuses agences furent fermées, soit toute l'après-midi à l'appel de FO, soit à 15 h 30 et pour une durée variable à l'appel de CGT-SNB-CFDT-CFTC, au moment des obsèques.

Dans les services centraux, si cela fut inégalement suivi, de nombreuses personnes ont tenu à exprimer leur solidarité avec le personnel des agences. Au Département de la trésorerie et des changes, à l'entresol du siège, 40 employés sur 100 sont partis. Au Centre de traitements modulaires de chèques à Cadet, 23 sur 60 ont débrayé ; au Service central or et devises à Levallois, 35 sur 55, etc.

Et si la direction a beau jeu de dire qu'elle dépense de l'argent pour la sécurité — c'est bien la moindre des choses, pour une banque ! —, ce mouvement a montré, malgré les pressions de l'encadrement, que comme le disait un employé : « on ne veut pas mourir pour le Crédit Lyonnais et pour 5 000 F par mois ».

Correspondant LO

□ SNCF - QUATRE-MARES
(Saint-Etienne-du-Rouvray - 76)

□ SEITA (Marseille)

Un licenciement qui ne passe pas comme une lettre à la poste

La semaine dernière déjà, les cheminots de Quatre-Mares à Saint-Etienne-du-Rouvray (près de Rouen) s'étaient mis en mouvement parce qu'une de leurs camarades avait reçu une lettre de licenciement pour « raisons médicales » (voir LO numéro 860). Les camarades de son atelier étaient déjà allés à la direction, et quasiment tous les travailleurs de Quatre-Mares s'étaient retrouvés mercredi 21 à un rassemblement devant les bureaux.

Nous y sommes retournés à nouveau le jeudi matin, aussi nombreux. Les deux directeurs étaient présents, et de nombreux camarades leur ont dit ce qu'ils avaient sur le cœur. L'ambiance était chaude. Certains avaient apporté des panneaux. On pouvait lire par exemple : « *Le licenciement, c'est une maladie contagieuse et honteuse. Une seule solution : vaccinez les patrons* ».

Les directeurs ont même eu du mal à s'échapper : ils menaçaient d'aller chercher un huissier. On les a forcés à téléphoner à la direction régionale. Un rendez-vous pour aller négocier avec les syndicats a été pris pour le lundi 26. Ensuite, il y a eu un meeting dans la cour. Sur la demande d'un camarade, un vote a été organisé. Une proposition a été votée par la grande majorité des présents : refaire un rassemblement le lundi matin à Quatre-Mares, pour appuyer les négociations qui se dérouleraient à la direction régionale.

Le lendemain matin, l'intersyndicale (CGT, CFDT, et FO) s'est réunie.

D'emblée, la CGT annonçait qu'elle ne voulait plus de ce rassemblement de lundi. FO et la CFDT ont emboîté le pas, par souci « d'unité syndicale » en ne tenant pas compte du vote de plusieurs centaines de travailleurs. Cette attitude a provoqué des réactions hostiles dans les ateliers, d'autant plus que dès le vendredi après-midi, par un tract, la CGT confirmait qu'elle ne voulait pas du rassemblement du lundi. Et lundi matin, c'est un tract CGT-CFDT-FO qui annonçait que le rassemblement était « reporté ». Rien de mieux pour semer la confusion et la division. Lundi et mardi, des travailleurs combattifs ont à nouveau organisé des réunions dans différents ateliers pour en discuter. Quelques travailleurs, dans certains coins, ont été élus pour coordonner l'information et voir ce que l'on pouvait faire. Même si la décision de l'intersyndicale d'annuler le rassemblement a créé du mécontentement et de l'amertume, les travailleurs n'ont pas voulu passer outre à cette décision.

La direction SNCF n'a pas donné de réponse lors des négociations. Elle attend les résultats d'une contre-expertise médicale. Il y énormément de discussions dans l'atelier : « *Faut-il attendre la contre-expertise ?* ». Beaucoup préfèrent, pour l'instant, en attendre les résultats. On discute aussi de la façon de s'organiser pour éviter les manœuvres dans notre dos pour la suite des événements.

Correspondant L.O

La grève tient bon

Cela fait maintenant un mois que les travailleurs de la Seita de Marseille sont en mouvement et se relaient au piquet de grève.

Dès 4 heures et demi du matin, ils filtrent les camions qui viennent chercher les cartons de cigarettes et n'en laissent passer que quelques-uns.

Avant d'envoyer leurs camions, les dépôts de Nîmes, Alès, Avignon etc... téléphonent à la direction qui leur dit de venir, dans l'espoir que les grévistes les laisseront passer... mais bien souvent ils repartent vides.

□ BNP - BARBÈS (Paris)

Quand la direction s'en prend à la liberté d'expression

Cela ne s'était jamais vu. Un directeur de centre, le COE (Centre d'opérations avec l'étranger) a arraché une affiche mise sur l'un des panneaux « délégation du personnel » par deux délégués du personnel élus, depuis plusieurs années, sans être présentés par une organisation syndicale.

Le texte de cette affiche devait sans doute déplaire à la direction : il mettait en parallèle le million de chômeurs qui ne reçoivent plus aucune indemnité, les cinq plus grosses fortunes de France et les dix plus hauts salaires dans les entreprises (la BNP arrive en 25ème position avec une moyenne mensuelle de 68 650 francs).

Colère du directeur du COE qui convoque immédiatement les deux délégués et leur reproche le « contenu politique » de l'affiche, « qu'ils dépassent les bornes »... et les menace de sanctions.

Coup de publicité pour cette affiche que les employés s'empressent d'aller lire sur les trois autres panneaux.

Mardi ce sont les wagons que les grévistes ont bloqués en construisant un barrage sur la voie de chemin de fer qui les amène à la manufacture.

A Marseille, de nombreux bureaux de tabac ont pratiquement toutes leurs étagères vides.

La direction s'inquiète de la persistance du mouvement, elle a promis d'indemniser à 50 % les 60 travailleurs du service de la distribution qu'elle avait mis en chômage technique pendant 3 semaines.

Mais elle est convaincue que les grévistes tiendront bon. La preuve : elle a retenu sur la dernière feuille de paye faite le 15 novembre les jours de grève à venir. Les plus surpris ont été ceux qui n'avaient pas encore fait grève et qui ont maintenant des raisons supplémentaires de la faire.

Ce sont peut-être les millions que la direction perd chaque jour qui lui font perdre la boule.

En tous cas, la majorité des grévistes tient bon et est bien déterminée à obtenir satisfaction.

Des grévistes de la Seita.

nouveau, mais elle a raison de le faire ».

Le lendemain des employés font circuler un texte de protestation. Les marques de solidarité sont nombreuses aussi bien de la part d'employés qui signent la protestation que de militants de la CGT qui condamnent les méthodes et les menaces de la direction et que des militants des autres syndicats.

Et la direction ne peut pas l'ignorer, au point que le surlendemain, quand la direction du COE convoque à nouveau les deux délégués (pour la circonstance un représentant de la direction du personnel s'est même déplacé), le ton a changé... Il n'aurait jamais été question de sanctions, mais simplement de rappeler les conditions d'affichage émanant de la direction générale, conditions que le directeur du COE entend faire respecter...

Mais cette fois, c'est la liberté d'expression des délégués et surtout du personnel qui est passée avant celle du directeur du COE !

Correspondant L.O

... échos des entreprises...

La piste aux étoiles

Pour fêter ça, le chapiteau est dressé, tout est prêt pour accueillir le ministre de la Recherche qui sera à la tête de la grande parade, suivi du P-DG en « Monsieur Loyal » précédant de fait les clowns blancs chefs de département et autres gugusses.

Quant à nous, le public, nous paierons tous ces grands artistes ainsi que

notre place sans doute avec les 6 % de perte de salaire. La SEP a 15 ans.

15 ans que nous payons.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière S.E.P. Le Haillan.

Véhicules hors gabarit

A Port-Royal et à Baude-locque nous avons de nouveaux chariots pour les repas : tout beau, tout neuf. Mais ils n'ont pas été conçus pour le personnel qui s'en sert. Ils sont lourds et difficiles à manier.

Il ne manque que le petit

âne qui les a conçus pour les tracter !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Hôpital Cochin (Paris).



« La gloire du sabre »

de Paul Vigné d'Octon

Paru en 1900, *La gloire du sabre* fut l'un des premiers écrits à dénoncer la façon dont se faisait la conquête coloniale française, à une époque où ni le principe, ni même les excès n'étaient mis en cause.

Ayant été médecin militaire en Afrique, Paul Vigné d'Octon fut le témoin direct, et indirect, des atrocités commises par l'armée coloniale. Plus tard, élu député radical, il mènera campagne à l'Assemblée, et dans la presse, contre les crimes commis au nom de la « civilisation ».

Si quelques rares individus (et l'auteur fait partie de ceux-là) croyaient que la conquête des colonies pouvait être « à l'égard des races déshéritées (une) œuvre glorieuse (...) de civilisation », Vigné d'Octon n'en convient pas moins que l'Afrique, Madagascar ou l'Extrême-Orient n'étaient, pour les officiers, que des « terres à galons » et, pour tous, une source de profits inépuisables à s'approprier par n'importe quel moyen.

C'est ainsi que des officiers inventent de pseudo-rébellions pour aller, à la tête d'une « colonne », piller, détruire des villages paisibles, massacrer par sadisme la plupart des habitants, et se partager les survivants qui seront enrôlés de force comme porteurs, serviront à satisfaire les caprices des coloniaux ou, plus souvent, seront vendus comme esclaves aux « trafiquants de chair humaine ». Et le passage de chaque mission laisse ruines, cadavres et contribue à un appauvrissement rapide des territoires colonisés, mais vaut, aux brutes qui les dirigent, des galons supplémentaires sur l'uniforme et, avec un peu de persévérance, le droit d'être membre d'honneur de la « Société anti-esclavagiste » !

Vigné d'Octon attribue toutes les atrocités qu'il relate à quelques officiers pervers par l'ennui, l'alcool, les fièvres, etc., et l'influence qu'ils exercent sur leurs troupes. Mais les exemples qu'il cite sont suffisamment nombreux, variés dans le temps et l'espace, et identiques quelle que soit la nationalité des « pacificateurs », pour qu'on puisse en conclure que toute la conquête coloniale ne fut rien d'autre



que cette suite de violences déchaînées, de crimes contre les peuples asservis, et de vols de toutes les richesses des pays que l'Europe « civilisait ».

Quelques années plus tard, rapporte l'historien Jean Suret-Canale dans la préface de *La gloire du sabre*, Paul Vigné d'Octon sera encore plus net dans ses prises de positions anticolonialistes. En 1911, dans l'introduction à son second livre *La sueur du bourgeois*, Vigné d'Octon écrit : « J'ai fait ce rêve : il y avait enfin sur la terre une justice pour les races soumises et les peuples vaincus. Fatigués d'être spoliés, pillés, refoulés, massacrés, les Arabes et les Berbères chassaient leurs dominateurs du nord de l'Afrique, les Noirs faisaient de même pour le reste de ce continent, et les Jaunes pour le sol asiatique.

Ayant ainsi conquis par la violence et par la force les droits imprescriptibles et sacrés qui, par la force et la violence leur furent ravies, chacune de ces familles humaines poursuivait la route de sa destinée un instant interrompue.

Et oubliant que j'étais français — ce qui n'est rien — pour

ne me souvenir que d'une chose : que j'étais homme — ce qui est tout —, je sentais dans la profondeur de mon être une indicible jubilation ».

Ces lignes, commente Jean Suret-Canale, furent écrites à une époque où tous les courants politiques, y compris la majorité du mouvement socialiste, se ralliaient au principe colonial. D'ailleurs, poursuit-il, bien plus tard encore, en 1925, un dirigeant du mouvement socialiste réformiste, Léon Blum, déclarait toujours lors d'un débat à la Chambre des députés : « Nous admettons le droit, et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture et de les appeler aux progrès réalisés grâce aux efforts de la science ou de l'industrie. (...) Nous avons trop l'amour de notre pays pour désavouer l'expansion de la pensée, de la civilisation françaises ».

La gloire du sabre, un pamphlet contre le colonialisme qui vaut d'être lu.

Marianne LAMIRAL

La gloire du sabre de Paul Vigné d'Octon. Ed. Quinquette. 252 pages. 79 F.

« Le Hans du Florival »

de Jean Egen

Dans *Le Hans du Florival*, Jean Egen, auteur des *Tilleuls de Lautenbach*, raconte son enfance. Une enfance sans problèmes, passée en partie en Franche-Comté où son père dirige une usine, en partie en Alsace dans le café-restaurant Herrgott, où sa grand-mère officie pour le plus grand plaisir des gastronomes.

Sans doute son origine alsacienne lui crée-t-elle quelques difficultés. « Boche à Audincourt, petit con français à Guebwiller, le Changala (c'est ainsi qu'on le surnomme) a de sérieux problèmes d'identité ». Enfin, pas trop sérieux tout de même, car ses souvenirs sont plutôt heureux : ses premières amours, ses débuts à l'école — et l'école buissonnière avec la complicité de son petit frère qui l'excuse auprès du maître — tout cela n'a rien de triste.

Catholique convaincu, son père a dédaigné l'école laïque pourtant toute proche et a choisi d'envoyer ses enfants à l'autre bout de la ville, « à l'école de dieu, c'est-à-dire

celle qui se trouvait au diable », comme le dit plaisamment l'auteur. Patriote français, le père les élève également dans le respect des héros de la Grande guerre : Joffre, Foch et Pétain.

Mais malgré cette « bonne éducation », le Changala ne sera pas atteint par le virus du patriotisme : il finit par découvrir que ces « héros » ne sont que « des ganaches rongées par l'ambition », ni par celui du mysticisme : un petit scandale lui permet d'échapper à l'école des missionnaires où son père l'a placé et de prouver « qu'il est normal. Autrement dit qu'il n'est pas fait pour la vie religieuse ».

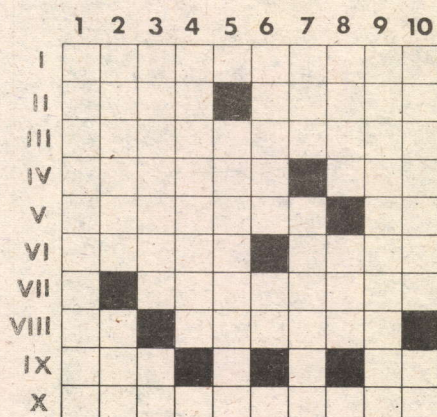
Parsemés de portraits de personnages pittoresques et un peu rabelaisiens comme celui de l'oncle Fouchs, grand buveur et « marginal » de la famille parce qu'il est germanophile, racontés avec verve, les souvenirs de Jean Egen se lisent avec plaisir.

Sylvie MARECHAL

Le Hans du Florival de Jean Egen. Ed. ACE. 220 pages. 65 F.



MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Jeunes laitières. II. Mesure abrogée. Ne fait pas exception. III. Mises sous verre. IV. Son état est inquiétant. Dégoutta. V. Bande redoutable. En un mot. VI. Essence. Vive. VII. Déchirés. VIII. Vieille ville. On y met le pied pour démarrer. IX. Période réversible. Pour lier. X. Elle bouche les trous.

VERTICALEMENT. — 1. Leurs charges faisaient des étincelles. 2. Permis de glisser. Service obligatoire. 3. Scellée pour faire un bloc. D'un auxiliaire. 4. Marquise. 5. Remis sur le tapis. 6. Mieux vaut se méfier de ses pavés. En noir. 7. Possessif. Trafiquant de drogue. 8. Fort. Grise même quand elle est pâle. 9. Elles provoquent des troubles souvent bénéfiques. 10. Mots de passe. Règle.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	O	R	N	E	M	U	S	E
II	E	C	O	U	L	E	M	E	N
III	R	E	T	S		T	E	N	T
IV	T	A	I		R		T	E	R
V	I	N	S	U	L	A	R	I	T
VI	F	E	S	S	E		E	O	
VII	I		E	U	S	S	E		E
VIII	C	A	R	R	I	E	R	E	Y
IX	A	L	I	E	N	A		C	A
X	T	H	E	S	A	U	R	I	S

« La déstalinisation commence »

d'Hélène Carrère d'Encausse

Voici un petit livre précis et fort documenté sur la lutte que se livrèrent les chefs de la bureaucratie soviétique pour savoir lequel d'entre eux pourrait prétendre à la première place après la mort de Staline, en mars 1953.

La période qui est décrite ici se termine à l'automne 1964 lorsque les sommets de la bureaucratie décident d'éliminer de son poste Nikita Khrouchtchev. Celui dont le nom et l'ascension étaient liés à ce que l'on appela « la déstalinisation » allait perdre sa place, ses fonctions, mais pas la liberté et encore moins la vie.

A travers les péripéties retentissantes qui marquent l'ascension puis la chute de Khrouchtchev, ce que décrit l'auteur, c'est la façon dont la bureaucratie sélectionne désormais le premier d'entre les bureaucrates en plaçant des limites à un pouvoir personnel dont elle entend maintenant qu'il ne soit plus aussi incontestable et surtout aussi sanglant que sous Staline.

Les menaces extérieures et surtout intérieures qui avaient, dans les années trente, justifié aux yeux des bureaucrates la dictature de Staline sur toute la société soviétique, et y compris sur la bureaucratie elle-même, ces menaces se sont désormais estompées et la bureaucratie, plus sûre de son pouvoir, veut profiter de ses privilèges sans avoir à craindre quotidiennement pour la carrière et surtout l'existence de chacun de ses membres.

En mars 1953, lorsque commence ouvertement la course à la succession de Staline au sein du Praesidium (le Bureau Politique), deux concurrents semblent particulièrement bien placés : Malenkov, qui tient l'appareil, et Bériia, le chef de la police. Ils sont trop bien placés, même, pour ne pas inquiéter leurs collègues du Praesi-

dium. C'est donc Khrouchtchev qui sera poussé en avant et prononcera l'éloge funèbre de Staline, précisément parce qu'il semble peu menaçant (il n'occupe alors que la 8^e place de la hiérarchie officielle). Un double problème se pose dans l'immédiat : rassurer la masse des bureaucrates (qui depuis 1938 n'ont plus connu de grandes purges) quant aux intentions de la nouvelle direction (collégiale parce que personne ne s'y est encore imposé) et affermir la légitimité de cette direction.

Avant même que ne soit prononcé le mot de « déstalinisation » (il ne le sera qu'en 1956 et surtout en 1961), les « héritiers de Staline », comme les appela le poète Evtouchenko, commencèrent par dénoncer « les méthodes illégales d'instruction » ayant prévalu sous Staline et par déclarer comme monté de toutes pièces le dernier complot « découvert » par la police politique en 1952, celui dit « des blouses blanches », des médecins, juifs pour la plupart, que l'on avait accusés d'avoir voulu assassiner Staline. Parce qu'il est le chef de cette police et donc particulièrement dangereux pour ses pairs, Bériia fera les frais de l'opération et sera le premier concurrent éliminé (mais aussi le dernier à y laisser la vie).

En 1956, lors du XX^e Congrès du PC, lorsque Khrouchtchev prononce à huis clos son fameux rapport secret sur les « crimes de Staline », il s'agit pour lui non pas de dénoncer des crimes auxquels il a eu plus que sa part, comme tous les dirigeants de la bureaucratie, que d'affirmer qu'il occupe désormais la toute première place. Cette « bombe » lancée de la tribune ne vise évidemment pas le régime lui-même, ni son histoire, mais les concurrents battus de la course au pouvoir. Ceux-ci se trouveront d'ailleurs évincés (Malenkov, Molotov, Kaganovitch) et



Staline et Khrouchtchev en 1938 (AFP).

dénoncés comme « groupe anti-parti » peu après.

Mais à l'époque, Khrouchtchev est alors loin de disposer d'un pouvoir sans partage. Et si la bureaucratie a besoin d'un chef, non seulement elle ne veut plus lui laisser un pouvoir incontrôlé, mais encore celui qui prétend à ce rôle doit faire ses preuves. Il faut qu'à travers une série d'épreuves, la bureaucratie, toute la bureaucratie, reconnaisse la nécessité de cet arbitre suprême. De 1953 à 1956, il avait fallu trois ans à Khrouchtchev pour arriver au pouvoir. Cinq années lui seront ensuite nécessaires pour asseoir son pouvoir avant le XXII^e Congrès, celui qui verra la décision de supprimer des

ville, des monuments, toute référence à l'ancien « petit père des peuples ».

Mais en 1961, si Khrouchtchev semble au faite de sa puissance, celle-ci est loin d'équivaloir celle de Staline : les hommages que Khrouchtchev rend, comme en 1962 devant le Soviet Suprême, « aux mérites de Staline » témoignent autant de sa nouvelle puissance (puisqu'il peut désormais se le permettre) que du fait qu'il ne peut pas encore remplacer le « culte de la personnalité » voué à Staline par celui de sa propre « personnalité ».

Khrouchtchev a-t-il voulu aller trop vite en besogne aux yeux de ceux qui ne le considé-

rent que comme le premier d'entre eux mais pas comme un arbitre suprême ? A-t-il bousculé trop de positions assises et accumulé des échecs, en politique extérieure notamment, qui ont affaibli sa position ? Toujours est-il qu'en octobre 1964, alors qu'il se trouvait en vacances, ses seconds, Brejnev et Kossyguine, réussissent à faire l'unanimité au Bureau Politique pour l'éliminer.

Hélène Carrère d'Encausse décrit par le menu toutes les étapes et péripéties de cette lutte des chefs et montre bien en quoi la « déstalinisation » ne concernait que les sommets de la bureaucratie. Elle montre en quoi les « réformes » de l'ère khrouchtchevienne n'étaient qu'un moyen de lutte pour le pouvoir et n'ont fait bénéficier d'une très relative libéralisation du régime que la bureaucratie et certaines couches de l'intelligentsia qui lui étaient peu ou prou associées (les écrivains notamment).

Et si l'auteur fait la part belle à Khrouchtchev, à ce qu'elle appelle sa « bonne volonté », sa personnalité qui, dit-elle, lui aurait commandé cette « déstalinisation », tous les faits qu'elle rapporte montrent que cette fameuse déstalinisation ne peut se comprendre que si l'on conserve à l'esprit l'optique des dirigeants staliniens et les besoins de conservation du régime. Quant à voir dans « la fin du mythe stalinien » un retour « aux normes léninistes », comme le fait l'auteur, c'est oublier que, pour Khrouchtchev et ses pareils, le léninisme n'est qu'une formule aussi vide de sens et desséchée que la momie de Lénine que la bureaucratie trouve plus pratique de continuer à exhiber dans un mausolée.

Pierre LAFFITTE

La déstalinisation commence d'Hélène Carrère d'Encausse. Ed. Complexe. 210 pages. 34 F.

« POLITIC-LOOK » de Plantu

Plantu, le dessinateur du Monde, fait aussi dans la BD. Sous le titre **Politick-look**, il a croqué en une trentaine de petits scénarios d'une page les principaux événements natio-

naux et internationaux des trois dernières années.

Pour qui aime le dessin, ou pour qui se prépare à faire un cadeau pas trop lourd à lire, **Politick-look** vaut le coup d'œil. Comme

on le voit dans le petit échantillon ci-contre, tout le monde en prend pour son grade.

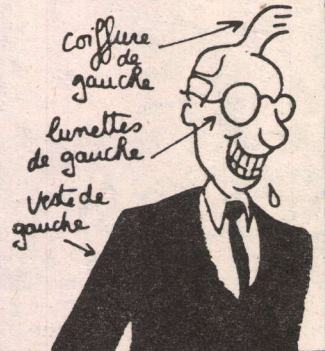
Politick-look de Plantu. Ed. du Centurion. 80 pages. 34 F.

EXEMPLES DE LOOKS :

LE LOOK-JEUNE LOUP-
-OPPOSITION :



LE LOOK-JEUNE LOUP-
-MAJORITÉ :

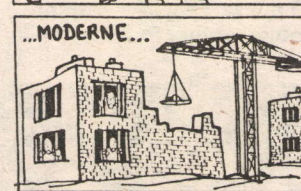


**POLITICK
LOOK!**

Par ces temps
de crise
chacun
s'exprime
comme il
peut, selon
son
look.

FRANÇAIS
FRANÇAIS
CHANGEZ
DE
LOOK!

NOTRE PAYS EST LIBRE !...



« Lincoln »

de Stephen B. Oates

Il aimait bien raconter trois fois en une matinée la même plaisanterie, disaient ses propres amis. Superstitieux, sujet à de graves dépressions, honteux de ses origines modestes, Lincoln — bien qu'il fut un avocat prospère — n'était pas un homme génial, en avance sur son époque ou particulièrement courageux. Et l'histoire aurait certainement oublié son nom s'il n'était pas devenu, grâce à ses talents d'orateur, président des USA en 1861, au début de l'insurrection des Etats du Sud contre ceux du Nord.

Au milieu du XIX^e siècle, l'Union était composée des Etats du Nord où prédominaient les intérêts des industriels qui n'autorisaient pas l'esclavage sur leur sol (ce qui n'empêchait pas, loin de là, les discriminations raciales) et les Etats du Sud qui exploitaient 3,5 millions de Noirs, principalement dans les plantations de coton.

Il existait donc un *modus vivendi* entre les couches dominantes : chacune exploitait sa population comme elle l'entendait. Mais aussi une opposition profonde entre la bourgeoisie du Nord, désirant contrôler tout le pays, un conti-

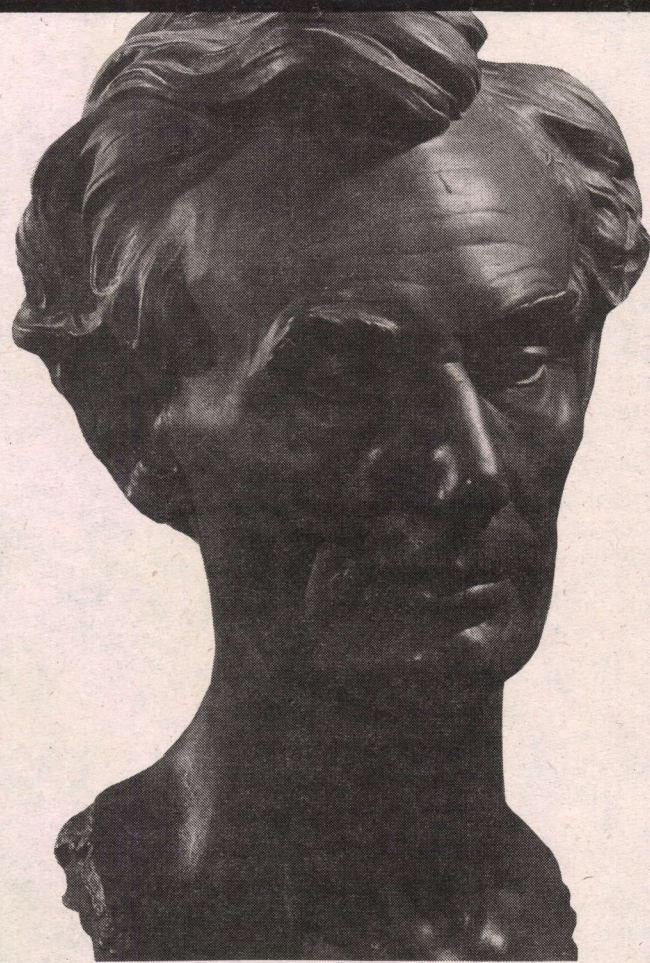
nent en fait, et en faire son marché, et les propriétaires fonciers du Sud dont la richesse était basée sur l'exploitation du coton et les relations des Etats-Unis avec la vieille Europe et surtout l'Angleterre.

Le compromis conclu des dizaines d'années auparavant, à une époque où la bourgeoisie nordiste était bien moins développée, ne pouvait pas durer indéfiniment. Il fut remis en question à l'occasion du rattachement à l'Union de nouveaux Etats : le Kansas d'abord, puis le Nebraska, le problème étant de savoir quel statut auraient les nouveaux Etats. Le Congrès vota une loi donnant le droit de décider à leurs habitants eux-mêmes, ce qui était une victoire pour les partisans de l'esclavage et pouvait faire craindre que cette loi soit appliquée aux Etats du Nord et amène peu à peu l'esclavage partout. Des hommes politiques réclamant l'abolition de cette loi créèrent le parti républicain, auquel Lincoln adhéra.

Le programme de ce nouveau parti était très modéré. Il ne voulait pas abolir l'esclavage dans le Sud mais seulement être sûr que celui-ci ne s'étende pas. Et si Lincoln lui-

même n'aimait pas l'esclavage, il était hostile aux abolitionnistes et il considérait que les Noirs n'étaient pas ses égaux, ni intellectuellement, ni moralement. Néanmoins ses adversaires politiques menèrent une campagne d'agitation en prétendant que Lincoln voulait favoriser les Noirs au détriment des Blancs et les inciter à épouser des femmes blanches. Aussi l'élection de Lincoln à la présidence provoqua un vent de panique dans le Sud et la sécession de 11 Etats qui créèrent un gouvernement provisoire.

Cette guerre civile qui éclata alors, Lincoln la mena d'abord pour reconstituer l'Union et il n'était nullement question pour lui de s'appuyer sur les Noirs et de les mobiliser, bien au contraire. Au début, par déférence pour les Sudistes, selon les termes de Stephen B. Oates, il interdit même aux Noirs de servir comme soldats. Mais la guerre durant, Lincoln commença à promettre le rachat des Noirs et à en utiliser quelques-uns dans l'armée ; très vite, ces quelques-uns devinrent des centaines de milliers et Lincoln annonça enfin l'abolition de l'esclavage. Mais comme tous les possédants, il



avait peur des Noirs. Il pensa même un moment les rapatrier en Afrique ; il essaya aussi d'en installer à Haïti, mais tous ses projets se heurtèrent à l'opposition des Noirs eux-mêmes.

La partie la plus intéressante de la vie de Lincoln est bien sûr celle de la guerre de Sécession mais le restant de sa biographie ne manque pas non plus d'intérêt : son enfance avec ses parents (des pionniers illet-

trés), sa carrière de « self made man », son ascension politique avec les campagnes électorales où les candidats rivalisent de malhonnêteté, d'alliances sans principes et de calomnies éhontées (eh oui, déjà !).

Un livre, donc, qui donne une petite idée de ce qu'étaient les Etats-Unis dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

Joëlle GERARD

Lincoln, de Stephen B. Oates. Ed. Fayard. 120 F.

Sélection télé

Samedi 1^{er} décembre

11 h 05. A2. **Carnets de l'aventure : Zambèse, Paradis des dangers.** Une descente en canoë sur l'un des plus longs fleuves de l'Afrique.

22 h 35. TF1. **Droit de réponse.** L'émission de Michel Polac est consacrée au secret professionnel avec la participation d'Alexandre Minkovski, professeur de médecine néo-natale.

Dimanche 2 décembre

15 h 10. FR3. **Richard III** de William Shakespeare, une réalisation de la BBC.

17 h 10. TF1. **Les animaux du monde : La planète des insectes.** Un film délicat et sensible réalisé par deux biologistes passionnés.

20 h 35. TF1. **Cinq cartes à abattre** avec Dean Martin et Robert Mitchum. Une impitoya-

ble vengeance dans une petite bourgade du Far-West.

20 h 35. FR3. Dans la série **Témoin**, émission de Bertrand Tavernier et Jean Auranche : **Philippe Soupault et le surréalisme.** Soupault fut l'un des premiers surréalistes. En 1919, il rédigea avec André Breton le texte fondateur de ce mouvement.

20 h 35. A2. **Kandisky en vraie grandeur.** Cette émission présente le peintre à qui une exposition est actuellement consacrée au Centre Beaubourg.

22 h 30. FR3. **Cinéma de minuit : Track of the cat**, avec Robert Mitchum. Dans les neiges de la Californie du nord pèsent sur des êtres isolés non seulement la menace d'un félin mais aussi un ensemble de haine et de jalousie.

Lundi 3 décembre

20 h 35. TF1. **F comme Fairbanks**, avec Patrick Dewaere.



Miou-Miou et Michel Piccoli. Dans un monde qui s'enfoncé dans la crise, les générations touchées par le chômage perdent tout espoir.

20 h 35. A2. **L'heure de vérité.** L'invité : Michel Rocard. « La parole, disait Rocard en avril dernier, il faut l'utiliser à la télévision à l'occasion d'un acte important ou d'une idée résolument nouvelle. C'est rare, rarissime même ». Michel Rocard, des idées nouvelles... ? Voire !

20 h 35. **Les diaboliques**, un film de Henri-Georges Clouzot avec Simone Signoret. Deux femmes tentent un « crime parfait » contre leur mari et amant.

Mardi 4 décembre

20 h 35. TF1. **L'Odyssée de l'équipe Cousteau.** Cette fois-ci, l'équipe de *La Calypso* nous entraîne au cœur du Pacifique dans le lagon de l'île de Truck, le plus vaste cimetière de navires du monde.



20 h 35. FR3. **Scaramouche**, un film de cape et d'épée américain.

20 h 40. A2. **Les Dossiers de l'écran.** Après la présentation du film *Psy*, un débat sur la psy et les psy : fantasmes, névroses, complexes... tout sur l'inconscient.

Mercredi 5 décembre

20 h 35. A2. **Raison perdue**, un téléfilm d'après un roman de G.-J. Arnaud. Une jeune fille est internée dans un hôpital psychiatrique à la demande de sa famille qui entend ainsi isoler le témoin d'un crime.

21 h 30. TF1. **Le deuxième sexe.** Cette quatrième et dernière émission de la série réalisée d'après l'œuvre de Simone de Beauvoir a pour thème l'indépendance des femmes et le travail.

22 h 20. FR3. **Une petite fille dans les tournesols**, un téléfilm sur les superstitions venues du fond des âges et qui, en cette fin du XX^e siècle, dans les campagnes, déterminent encore le comportement des gens.

Jeudi 6 décembre

20 h 30. TF1. **La dictée.** Quatrième épisode d'un feuilleton consacré aux premières années de l'école publique au début du siècle.

21 h 25. A2. **Résistances.** Magazine des Droits de l'Homme préparé par Bernard

Langlois. Au sommaire de l'émission : la Hongrie, le Tchad et le Nicaragua ainsi qu'un dossier sur la famine en Afrique.

21 h 30. TF1. **Infovision**, une émission d'actualité avec notamment un reportage sur La croisade des Verts en Allemagne de l'Ouest et un autre intitulé *Ventre à louer* : des couples stériles louent un ventre pour avoir un enfant.

Vendredi 7 décembre

17 h 00. A2. **Itinéraires.** Un reportage sur les Sikhs en Inde.

23 h 00. FR3. **Cinéclub : Les sept samouraïs.** A la fin du XVI^e siècle, au Japon, des brigands



ravagent les campagnes, pillent les villages, massacrent les paysans. Dans un de ces villages, les habitants décident de faire appel à des guerriers professionnels et mercenaires, les samouraïs, mais ils ne peuvent leur offrir que la nourriture et l'hébergement.



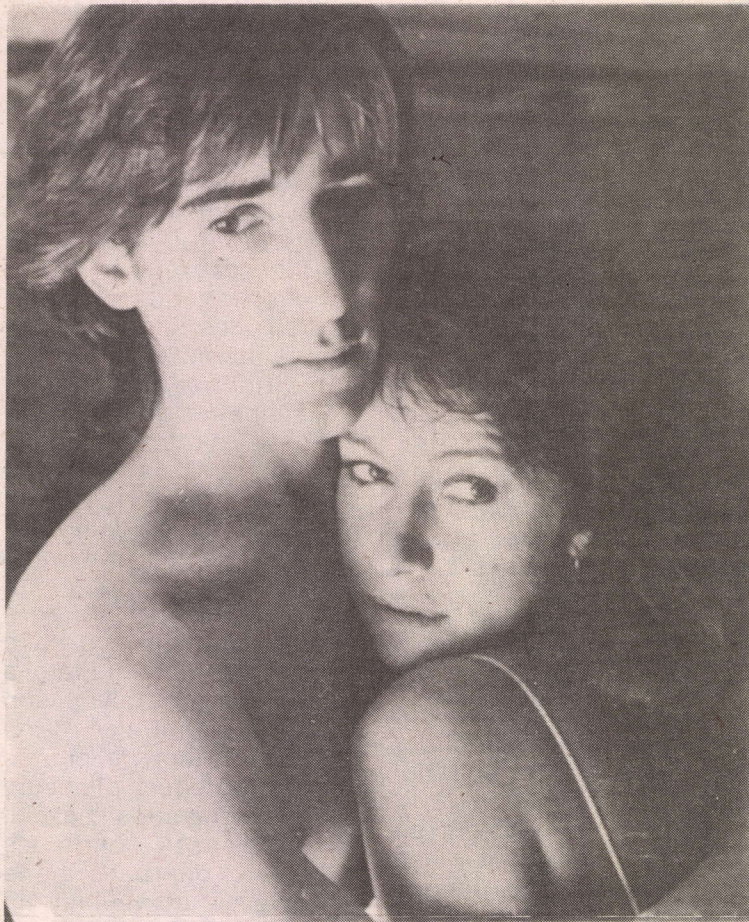
« Cal »

de Pat O'Connor

Une histoire d'amour impossible ? Dans cette petite ville d'Irlande du Nord, près de Belfast, où sévissent les affrontements entre les communautés catholiques et protestantes, où l'armée britannique avec tanks et mitrailleurs prêts à l'action est partout présente, il est bien difficile à deux êtres que beaucoup de choses séparent de s'aimer.

Cal, lui, est un jeune ouvrier catholique au chômage. Marcella, elle, également catholique est veuve d'un soldat protestant et vit chez sa belle-famille ; une famille de paysans aisés anti-IRA, mais pas trop anti-catholiques tout de même puisque Cal parvient à s'y faire embaucher.

Cal vit pauvrement en compagnie de son père qui, chaque soir, rentre épuisé par son travail aux abattoirs. Tous deux, catholiques dans un quartier majoritairement protestant, sont entourés d'une haine sourde qui les menace continuellement. Que faire contre les jeunes voyous pro-britanniques qui incendient les dernières maisons catholiques ? Que faire contre les contrôles incessants de l'armée ? Cal est révolté mais accablé par sa situation de chômeur. Sans grande conviction, il s'est laissé aller à participer aux coups de main nocturnes de l'IRA mais il n'y croit plus. Il supporte de moins en moins ces manifestations de violence qui l'éloignent de celle qui l'aime.



Mais sur le devant de cette toile de fond politique et sociale à peine tissée et où parfois les militants de l'IRA sont présentés de façon caricaturale, Cal est avant tout une histoire d'amour dont les héros, victimes de la guerre, un peu paumés, un peu anticonformis-

tes aussi, se trouvent mais se perdent aussitôt.

Ecrasés par un monde hostile, par le climat de guerre civile lourd et opprimant, ces deux êtres sensibles qui tentent un amour impossible nous touchent.

Annie DESCHAMPS

EXPOSITION

« Paris et les parisiens pendant la grande guerre »

En ce moment, et jusqu'en février 1985 se tient aux Archives nationales une exposition consacrée à la guerre de 1914-1918, telle qu'elle fut vécue par les Parisiens. Cette exposition est modeste, puisqu'elle tient dans une petite salle, sur douze panneaux ayant chacun un thème différent : l'union sacrée, la mobilisation, la vie à l'arrière, les usines de guerre, l'année 17, etc. Mais les documents présentés sont originaux, nombreux et variés (rapports de police, photos, tracts, journaux, cartes postales), même si la disposition des lieux ne permet pas de les voir tous clairement.

Présentés sans commentaires, ils permettent bien évidemment toutes les interprétations possibles : les va-t-en-guerre y trouveront leur compte et pourront y voir l'exaltation du patriotisme. Cependant — et les rapports de police sont ins-

tructifs à cet égard — on peut constater que « l'effort de guerre » est loin d'être admis par la population : la vie chère, le manque de denrées suscitent le mécontentement, les grèves sont nombreuses dans les usines d'armement où travaillent un grand nombre de femmes ; et si la répression est parfois violente, le gouvernement ne peut compter sur les troupes métropolitaines pour l'effectuer et il est obligé de faire appel, dans certains cas, aux troupes coloniales.

Bien que n'étant pas d'un accès facile, bien qu'il n'y ait aucun effort pour mettre en valeur les documents présentés, cette exposition ne manque pas d'intérêt.

Marianne LAMIRAL
Archives Nationales, 60, rue des Francs-Bourgeois, Paris IV^e. (Tous les jours, sauf mardi, de 14 à 17 h. Entrée : 4 F. Dimanche, gratuit mercredi).

Si vous avez manqué le spectacle de Ginette Marty L'été 1939 à la fête de Lutte Ouvrière, en juin dernier, nous vous signalons que son disque sur ce même thème, l'été 39, composé de montages sonores de l'époque et de chansons est disponible à la FNAC et aux éditions Stil.

D'autre part, elle organise une vente-dédicace, le vendredi 7

décembre entre 13 h et 20 h, au magasin « La Discothèque » 114, rue du Faubourg Poissonnière, Paris 10^e (métro Poissonnière et Gare du Nord).

Si vous voulez retrouver vos souvenirs de cette époque ou simplement découvrir les chansons de ce dernier été avant la Deuxième Guerre mondiale...

« Moscou à New York »

de Paul Mazursky

Ce sont les aventures et les mésaventures de Vladimir, saxophone dans la troupe du Cirque de Moscou, qui profite d'une tournée à New York pour échapper à la surveillance des agents du KGB et demander l'asile politique aux USA.

Traité sur le ton humoristique, le film est une satire à la fois de la société russe et de la société américaine.

Côté Moscou, ce sont les carences de l'approvisionnement dans les magasins, côté New York, ce sont les supermarchés géants regorgeant de denrées jusqu'au gaspillage ; les agents du FBI ressemblent à s'y méprendre à ceux du KGB, et les Noirs « exilés » d'Alabama partagent d'emblée avec l'exilé russe les mêmes difficultés matérielles et les mêmes sentiments de nostalgie et de déception en découvrant que la vie à New York est moins facile qu'ils le croyaient.

Les petits avatars de la vie quotidienne, à l'Est comme à l'Ouest, sont bien vus et la peinture des personnages touchent juste, si bien que, malgré quelques passages où le rythme du film s'essouffle un peu, on sourit beaucoup.

Dominique CHABLIS

Sélection cinéma

FILMS RÉCENTS...

AMADEUS

de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart et Antonio Salieri, un compositeur bien installé. La vérité historique est malmenée, mais les portraits des deux adversaires sont remarquables. Et la musique sublime...

Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Impérial 2^e. Rex 2^e. Vendôme 2^e (vo). St-Germain Huchette 5^e (vo). Publicis Saint-Germain 5^e (vo). Odéon 6^e (vo). Pagode 7^e (vo). Gaumont Champs Elysées 8^e (vo). Paris 8^e (vo). 14 Juillet 11^e (vo). Athéna 12^e. Escorial Panorama 13^e (vo). Gaumont Sud 14^e. Miramar 14^e. PLM St-Jacques 14^e (vo). Sept Parnassiens 14^e (vo). Bienvenue 15^e (vo). UGC Convention 15^e. Mayfair 16^e. Calypso 17^e (vo). Clichy Pathé 18^e. 14 Juillet 15^e (vo).



GREYSTOKE.

de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise.



Gaumont Les Halles 1^{er} (vo). Hautefeuille 6^e (vo). Publicis Elysées 8^e (vo). Français 9^e. Maxeville 9^e. Montparnasse Pathé 14^e (vo). Kinopanorama 15^e (vo). Convention St-Charles 15^e.

PARIS, TEXAS.

de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain !

UGC Opéra 2^e (vo). Movies Les Halles 1^{er} (vo). Ciné Beaubourg Les Halles 3^e (vo). Panthéon 5^e (vo). Saint-André-des-Arts 6^e (vo). Pagode 7^e (vo). Biarritz 8^e (vo). Marignan 8^e (vo). UGC Boulevard 9^e. Escorial 13^e (vo). Sept Parnassiens 14^e (vo).

QUILOMBO

de Carlos Diegues.

Dans le Brésil esclavagiste du XVII^e siècle, une révolte d'esclaves traitée sur le mode de l'épopée.

Ciné Beaubourg Les Halles 3^e. Latina 4^e. Reflet Logos 5^e. Denfert 14^e.

LES RIPOUX

de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus à Barbès. Une suite de gags... très documentée.

Berlitz 2^e. Rex 2^e. Danton 6^e. UGC Montparnasse 6^e. Biarritz 8^e. UGC Gobelins 13^e. Gaumont Convention 15^e. Trois Murat 16^e. Calypso 17^e. Clichy Pathé 18^e. Gaumont Ambassade 8^e.

... ET MOINS RÉCENTS

ASSURANCE SUR LA MORT de Billy Wilder.

Une des premières adaptations du roman de James Cain avec tous les thèmes qui lui sont chers : les passions sans frein et le goût du lucre mènent inexorablement au meurtre.

Action Christine 6^e. Action La Fayette 9^e.

BAS LES MASQUES de Richard Brooks

Un journal indépendant mène une campagne contre la corruption et le gangstérisme.

Templiers 3^e.

CARMEN.

de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Publicis Matignon 8^e.

DON GIOVANNI.

de J. Losey.

L'opéra de Mozart avec de grands interprètes. Et aussi un très beau film.

Cluny Palace 5^e (vo).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.

de Jamis Uys.

Une satire mordante sur les méfaits de la « civilisation » sur une tribu africaine des Bushmans.

Capri 2^e.

L'ETOFFE DES HÉROS.

de Philip Kaufman.

La conquête — américaine — de l'espace. A la gloire de la science... et des USA.

Espace Gaité 14^e (vo).

JULIA

de F. Zinnemann.

Autobiographie : Lillian Hellman, écrivain américain proche du PC, va porter de l'argent à une de ses amies qui lutte contre le nazisme à Berlin.

Bonaparte 6^e.

PAIN ET CHOCOLAT.

de Franco Brusati.

Un immigré italien en Suisse. Du rire à l'émotion.

Saint-Michel 5^e (vo).

SPARTACUS.

de Stanley Kubrick

La révolte des esclaves contre Rome. A ne pas manquer quand il passe.

L'Épée de Bois 5^e (vo).

Pinochet règne par la terreur



Le Chili sous état de siège (AFP).

Au Chili, Pinochet a employé les grands moyens pour prévenir toute possibilité de manifestations de la part de la population qui était appelée les 27 et 28 novembre à une douzième protesta contre le régime par l'ensemble des partis d'opposition.

Un déploiement de forces considérable a permis le quadrillage militaire de la capitale, de son centre où chaque carrefour a été occupé par l'armée et des universités, particulièrement surveillées par la troupe. Des quartiers populaires ont été eux aussi massivement occupés par l'armée. Ils avaient été littéralement ratissés les semaines précédentes, chaque maison passée au peigne fin. Tous les militants politiques et syndicaux ou les habitants qui s'étaient mis en avant dans les associations de quartiers, qui organisaient les soupes populaires, ont été arrêtés. Les militaires avaient même saisi tous les stocks de vieux pneus pour empêcher les habitants d'y mettre le feu et de les utiliser pour bloquer les rues lors de la protesta.

Pinochet est parvenu ainsi à désorganiser la population et à l'intimider. Si bien que l'ordre de grève a été peu suivi, que la plupart des gens n'ont pas osé rester chez eux, et que les activités de la capitale n'ont été, selon les journalistes présents, que peu perturbées. Point non plus de manifestation importante et de concert de casseroles, point de batailles rangées entre la population et l'armée. Mais malgré tout des petits groupes ont tenté de manifester et des heurts très violents ont eu lieu avec la police, en particulier aux abords des facultés.

Si Pinochet est parvenu pour la première fois à empêcher que la protesta

soit une occasion pour la population de dire massivement son opposition au régime, il n'est parvenu à tromper personne sur le soutien réel dont le régime bénéficie aujourd'hui dans le pays. C'est par un renforcement de la répression, par l'emploi systématique de la terreur qu'il est parvenu à empêcher l'expression du mécontentement. Ce faisant, il renforce encore — si c'est possible — la haine de la majorité de la population.

Mais Pinochet est manifestement décidé à s'acrocher coûte que coûte au pouvoir. Il ne se résout pas à une transition négociée avec l'opposition quels que soient les désirs de celle-ci. Et les Etats-Unis qui ne veraient sans doute pas d'un mauvais œil la mise en place, sans heurts, d'un régime moins usé que celui de Pinochet n'ont pas pour autant l'intention de lâcher le dictateur surtout au moment où il apparaît comme capable de briser les manifestations d'opposition. La situation politique semble donc pour l'instant bloquée par la volonté de Pinochet de ne pas laisser la place. Les espoirs de l'opposition de réussir à faire pression sur lui et à l'amener à négocier semblent particulièrement illusoires depuis le rétablissement de l'état de siège le 6 novembre dernier. Cela explique d'ailleurs peut-être en partie l'échec de la nouvelle protesta.

Certaines organisations sont d'ores et déjà passées à l'organisation d'attentats qui se sont multipliés contre les forces de répression.

Mais le vrai problème de l'heure est l'organisation de la classe ouvrière pour qu'elle soit à même de conduire elle-même les assauts de la population contre le régime et de lui substituer son propre pouvoir.

Dominique CHABLIS

Vers un gouvernement d'union nationale contre les travailleurs

Les élections générales qui se sont déroulées en Uruguay ont donné une majorité relative au Parti Colorado, un parti traditionnel de droite qui en fait a quasiment toujours été au pouvoir en Uruguay avant la dictature des militaires en 1973. Ce parti obtient 38,63 % des suffrages aux élections générales et 34,76 % aux élections municipales de Montevideo, la capitale, qui regroupe la moitié de la population de ce petit pays.

C'est donc le représentant de ce parti, Julio Maria Sanguinetti, le candidat favori des militaires et des autorités américaines, qui a été élu président et qui le 1^{er} mars 1985 prendra, à la tête du gouvernement, la place des militaires qui depuis 11 ans imposent dans ce pays une dictature très dure et aujourd'hui usée.

Le Parti Blanco, qui se définit comme un parti de droite hostile de longue date à la politique des militaires, et qui se dit partisan dans la situation d'aujourd'hui d'une politique plus dure vis-à-vis du Fonds Monétaire International et plus indépendante des Etats-Unis, vient en seconde position au niveau national puisqu'il remporte 32,88 % des suffrages ; par contre il n'obtient que 26,19 % aux municipales de Montevideo.

Quant au Front Elargi qui regroupait les partis de la Démocratie Chrétienne aux groupes d'extrême-gauche en passant par les partis socialiste, social-

démocrate et communiste, il a obtenu 20,43 % au niveau national et 32,65 % aux municipales de Montevideo, ratant de 18 000 voix la direction de la mairie de cette ville.

Cette plus forte proportion de voix en faveur du Front Elargi à Montevideo reflète le fait que, dans les quartiers pauvres, on attend autre chose du retour au pouvoir des civils qu'une simple remise en place d'institutions civiles. Et c'est dans ces quartiers, qui ont payé un lourd tribut aux différentes vagues de répression menées par les militaires, où la politique économique des militaires s'est traduite par un accroissement parfois catastrophique de la misère, que le Front Elargi a trouvé (ou retrouvé) son électorat parmi des dizaines de milliers de petites gens qui, depuis plusieurs mois, ont manifesté à plusieurs reprises contre les militaires, ont participé à des grèves et veulent un changement.

Ces premières élections ont pris d'après la presse en bien des endroits une allure de carnaval et de fête. Mais le futur nouveau président Julio Maria Sanguinetti ne laisse guère de place aux illusions sur le changement.

Il aura besoin pour gouverner de s'allier à d'autres partis et il a déclaré envisager une politique d'union nationale pour surmonter la situation actuelle avec la constitution d'un gouvernement comprenant des représentants du Parti Blanco et du Front Elargi.

Dans un Uruguay qui sort de la dictature et où il y a quelques mois encore le Front Elargi était proscrit, cela serait sans doute un changement pour tout le monde politique mais pour lui seulement. Sanguinetti entend que ce ralliement se fasse sur sa politique qui est dans la ligne directe de celle des militaires. Il a ainsi clairement annoncé qu'il entendait gouverner en accord avec le FMI et les banques. Comme il a annoncé qu'il n'était pas question pour lui d'envisager une amnistie complète, ni de ne pas respecter les accords conclus en août 1984 entre les militaires et les partis d'opposition — accords qui conservent aux militaires des prérogatives importantes dans toute la période de transition, et qui donnent au gouvernement la possibilité de recourir à des mesures d'exception pour limiter les libertés à peine retrouvées et imposer l'ordre si besoin était.

Alors Julio Sanguinetti essaie aujourd'hui, sans doute parce qu'il craint — et avec lui les couches possédantes — des mouvements populaires, d'associer à sa politique qui sera antipopulaire les autres partis. Ceux-ci n'ont pas encore fait savoir leurs positions et les tractations entre politiciens ne font sans doute que commencer. Mais une chose est sûre, c'est que ce n'est pas de celles-ci que les classes pauvres de ce pays ont quelque chose à attendre.

Henriette MAUTHEY

Julio Sanguinetti, le candidat favori des militaires (AFP).

